

SERVICES

TÉLÉMATIQUE

Abonnements	26
Publicité	23
Services	23
Jeux	23
Horaires	23
Prescriptions	23
Publicité	22

La guerre du Golfe

affirme avoir récupéré la région de Maw...

La guerre du Golfe... affirme avoir récupéré la région de Maw...

La ligne de démarcation

La ligne de démarcation... entre les deux parties de Berlin...

MM. Dumas et Genscher

MM. Dumas et Genscher... tentent de...

Le rôle de la France

Le rôle de la France... dans la conférence...

Le rôle de la France

Le rôle de la France... dans la conférence...

La fin de la conférence du Parti communiste soviétique

M. Gorbatchev a fait approuver l'accélération des réformes politiques

Consolidation

M. Gorbatchev a relevé à juste titre, dans son discours de clôture de la conférence de son parti, qu'on n'avait jamais rien vu de tel à Moscou « depuis près de soixante ans ». La liberté de ton et la diversité des points de vue exprimés, la vivacité de certaines polémiques, le simple fait que des textes relatifs à des réformes politiques ont été votés à l'unanimité, tout cela visait à convaincre le public soviétique de la réalité du changement politique souhaité.

Dans l'immédiat, le secrétaire général a consolidé sa position, et cela était d'ailleurs nécessaire pour donner plus de crédibilité aux réformes. Il y est parvenu d'abord en arbitrant habilement les débats entre conservateurs et libéraux : dans cette période de « cohabitation » de deux grandes tendances au sein d'un même parti et d'une même direction, le numéro un a tenu, tout en soutenant globalement les réformateurs, à occuper une position « centrée », notamment sur le sujet sensible du rôle de la presse. Une position confirmée par l'interaction entre M. Eltsine et M. Ligatchev, les deux piliers symboliques de ces courants, et qui a permis au secrétaire général de s'élever au-dessus du lot.

M. Gorbatchev a également renforcé sa position en jouant sur le calendrier politique. L'obstacle que constituait le maintien en fonction d'un comité central non renouvelé a été habilement contourné. D'une part, parce que l'accent a été mis sur la réforme de l'appareil étatique et législatif, qui se verra doté d'un conseil des ministres et d'un conseil des députés (l'Assemblée nationale) et sera dirigé dès l'an prochain par le « président Gorbatchev ». D'autre part, parce que le parti pourrait bien être appelé à tirer plus tôt que prévu les conséquences de cette nouvelle situation. Si la règle des deux mandats (dix ans en tout) s'applique partout et joue à partir de 1989 pour le poste de président, il devrait apparaître nécessaire de confirmer le secrétaire général dans ses fonctions à la même date, donc de convoquer le prochain congrès de manière anticipée.

M. Gorbatchev a d'ailleurs appelé dans son discours de clôture à réformer dès maintenant le fonctionnement du parti à la lumière des résolutions de la conférence, sans attendre une modification des statuts qui avait été elle aussi renvoyée au prochain congrès régulier de 1991.

Prenant la parole, le vendredi soir 1^{er} juillet, à la fin de la conférence du Parti communiste soviétique, M. Gorbatchev a fait approuver un calendrier qui devrait donner une sensible accélération aux réformes politiques. Celles-ci prévoient la création d'une institution présidentielle et une séparation des rôles du parti et de l'Etat.

MOSCOU
de notre correspondant

Après quatre jours de débats, qui ont tenu l'URSS en haleine, plusieurs moments de grand théâtre et une étonnante bataille d'amendements, M. Gorbatchev a gagné - annonçant au passage la construction, à Moscou, d'un monument aux victimes de Staline. Car non seulement la conférence a adopté ses propositions de réformes politiques, qui sont ainsi devenues programme du parti, mais elle leur a aussi fixé un calendrier particulièrement serré. Sauf dérapage imprévu, les changements constitutionnels que le secrétaire général avait réclamés dans son rapport introductif, mardi, seront devenus réalité en avril prochain, et les institutions auront été ainsi remodelées aux besoins de sa politique.

Le résultat le plus spectaculaire de ces changements sera que, élu chef de l'Etat par le Parlement, M. Gorbatchev sera placé à l'abri d'une révolution de palais, puisque le comité central devrait réfléchir à deux fois avant de limoger un secrétaire général qui resterait par ailleurs président.

A elle seule, cette garantie de pérennité est capitale, car, outre qu'elle devrait donner les conditions plus franches à M. Gorbatchev, elle devrait aussi lui rallier beaucoup des sceptiques qui, faute de croire en son avenir, restent dans une prudente expectative. Le succès, en Union soviétique comme partout, va au succès, et il y a là un élément fondamental de nouvelles évolutions du rapport de forces.

Au-delà de ses aspects tactiques, la prochaine confusion des fonctions de secrétaire général et de chef de l'Etat pourrait cependant s'avérer d'une portée plus grande encore car elle s'inscrit dans une volonté de reconstruire un appareil d'Etat, rendu inexistant par l'omnipotence de l'appareil du parti.

Comme l'ont fait observer nombre de délégués réformateurs en tentant de s'opposer à l'instauration de cette règle au niveau des Républiques, des régions et des villes, la démarche semble, a priori, illogique.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite et nos informations pages 3 et 4.)

Réunions au PS, au RPR et au PR

Le samedi de la clarification



PLANE. Pour les dirigeants du Parti socialiste, réunis à Paris en comité directeur, comme pour ceux du Rassemblement pour la République, réunis en comité central, et pour ceux du Parti républicain, dont le conseil national siègeait à Issy-les-Moulineaux, le samedi 2 juillet devait être une journée de clarification.

La direction du PS n'en finit pas d'être « troublée » par la présence de barbares dans le gouvernement de M. Rocard. M. Louis Mermaz observe un « décalage » entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire.

L'état-major du RPR, lui, ne sait plus à quel saint se vouer depuis le double échec du mouvement chiracien aux élections présidentielles et législatives. Derrière M. Philippe Séguin, la fronde gronde et certains militants mettent en cause l'organisation et le fonctionnement du parti.

Le PR, lui aussi, éprouve le besoin de se livrer à l'introspection pour finir sa réponse au « soft » discours du rocardisme ambiant. (Lire page 6.)

Malgré une divergence sur les taux

MM. Rocard et Bérégovoy trouvent un compromis pour l'impôt sur la fortune

Le projet de loi sur l'impôt sur la fortune est pratiquement prêt. Les discussions entre les experts de la Rue de Rivoli et ceux de Matignon ont permis d'aboutir à un compromis sur les principales dispositions. Un point de désaccord subsiste, néanmoins, entre MM. Rocard et Bérégovoy. Il est d'importance, puisqu'il s'agit des taux qui seront retenus.

Trouver « le meilleur équilibre entre la solidarité nécessaire et la pertinence économique » : dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le mercredi 29 juin, M. Michel Rocard, premier ministre, avait ainsi défini le problème posé par l'impôt sur la fortune, « un problème très épineux », avait-il souligné.

A l'issue des discussions entre l'hôtel Matignon et la Rue de Rivoli, un compromis a pu être trouvé sur les grandes lignes du projet. Il s'inspire en partie de la formule de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) d'avant 1986, mais avec quelques modalités différentes.

Comme prévu, la définition du patrimoine est assez proche de celle de l'impôt sur les grandes fortunes de 1982. Les œuvres d'art et certains autres biens (bois, forêts...) seront exonérés. Un abattement à la base est prévu : les détenteurs d'une fortune de 4 millions de francs ou moins ne seront pas redevables de l'IGF. En ce qui concerne l'outil de travail, les conditions d'exonération prévues en 1982 sont reconduites et complétées de nouvelles dispositions.

Les contribuables détenant 25 % ou plus d'une entreprise, directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'un holding familial par exemple), pourront déduire cet actif de leur assiette imposable, à condition qu'ils exercent une fonction de direction dans cette société.

Pour les dirigeants d'entreprise qui ont investi l'essentiel de leur patrimoine dans leur société, une disposition nouvelle est prévue : même s'ils ne possèdent pas 25 % du capital de la société qu'ils animent, ils pourront déduire de leur assiette imposable leur participation si celle-ci représente plus de 75 % de leur fortune.

Pour éviter une autre situation particulière, celle de contribuables ayant à payer des impôts supérieurs à leur revenu, le projet prévoit un plafonnement des impôts à acquitter. La somme de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ne devra pas dépasser 80 % du revenu imposable.

ERIK IZRAELEWICZ.
(Lire la suite page 13.)

Secret médical et SIDA

L'Association des médecins américains lève l'obligation de confidentialité
PAGE 8

Le pétrole au plus bas

Les prix ont retrouvé le niveau de novembre 1986
PAGE 13

Affaire Jobic

Le commissaire confronté à ses accusatrices
PAGE 16

Maladies graves et médicaments

Le gouvernement améliore les remboursements
PAGE 13

La CSCE à Vienne

MM. Dumas et Genscher interviennent auprès de la Roumanie
PAGE 4

Régions

Les nouveaux maires : un sondage pour « le Monde » et les caisses d'épargne
PAGE 12

« Grand Jury-RTL le Monde »

M. Michel Rocard invité dimanche, à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

La préparation de la succession de M. Lee Kwan Yew

Le « pater familias » de Singapour

SINGAPOUR
de notre envoyé spécial

Le chauffeur de taxi indien écoute la BBC car il estime que la radio locale « n'est pas objective » : certains journaux tels que l'Asian Wall Street Journal, jugés partiaux par les autorités, ont une circulation aussi confidentielle que des publications libertaires ; des membres d'organisations chrétiennes sont en prison pour leur supposée participation à un « complot marxiste » ; un diplomate américain a été « prié » de quitter le pays à la suite de contacts jugés trop étroits avec des opposants, et les intellectuels vitupèrent un pouvoir « mégalo-maniaque » en prenant garde néanmoins qu'aucune oreille indiscrète ne les écoute : la température politique de Singapour est inopinément montée. Si la cité-

Etat reste soudée par sa prospérité, une atmosphère de malaise n'en tend pas moins à s'installer.

La question de la succession du premier ministre, M. Lee Kwan Yew, père fondateur de la nation, au pouvoir depuis 1959, et la perspective d'élections générales qui devraient avoir lieu avant la fin de l'année ne sont sans doute pas étrangères aux crispations et aux sursauts d'autoritarisme de ces derniers mois. Le problème est en réalité plus profond : Singapour est entrée dans une phase de transition délicate.

La cité-Etat policée, à la vie réglée comme papier à musique, ne paraît certes pas à la veille d'une crise, mais son modèle de développement, reposant sur un système de démocratie limitée, n'en nécessiterait pas moins des ajustements. Le premier ministre est trop réaliste pour ne pas en

être conscient. La réussite de la petite République (2,3 millions d'habitants) qu'il a fait surgir des limbes du colonialisme britannique lui donne tout lieu d'être fier. Mais ce succès asiatique (le deuxième revenu par habitant après le Japon) agit peut-être aussi comme un filtre, obscurcissant sa perception de l'évolution sociale en cours ; aussi entend-il gérer sa succession avec la même poigne qu'il a bâti la prospérité de la cité-Etat.

M. Lee Kwan Yew s'est engagé à quitter le gouvernement au cours de sa soixante-cinquième année (qui commencera en septembre prochain). Il a déjà confié la gestion quotidienne des affaires à une nouvelle génération de dirigeants. Mais il n'en compte pas moins rester le tuteur du pouvoir.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 5.)

20 F
NUMÉRO DE JUILLET

Le Monde

documents et documents

NUMÉRO SPÉCIAL

Cet été, faites un passionnant TOUR EN FRANCE

- Le portrait des villes étapes
- Les richesses du patrimoine artistique
- La géographie et l'histoire des régions traversées
- Les grands moments du Tour
- Les exploits des géants de la route.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Europe

URSS : la fin de la conférence du Parti communiste

M. Gorbatchev a fait approuver l'accélération des réformes politiques

(Suite de la première page.)

Si l'on veut réellement, ont-ils dit, séparer le parti de l'Etat comme le prône M. Gorbatchev, il faut, au contraire, confier à deux personnes différentes la responsabilité de l'un et de l'autre.

Le secrétaire général n'en a pas tant pas démissionné en faisant valoir que tant qu'il y aurait, à chacun des niveaux de la structure politique, un responsable du parti et un responsable de l'Etat, le premier continuerait à diriger le second et à concevoir, par voie de conséquence, tout le pouvoir entre les mains du parti. Or de cette situation M. Gorbatchev et ses amis ne veulent pas parce qu'ils estiment, en premier lieu, que seule l'existence d'un appareil d'Etat peut éviter au parti de se trouver en première ligne dans les tensions et crises qui accompagneront inévitablement le développement des réformes économiques.

Deuxièmement, ils considèrent que le seul réel moyen d'obliger les responsables du parti à prendre en considération les aspirations de la population et à se soucier de ne pas être impopulaire est de les soumettre à l'élection non seulement des autres membres du parti, mais aussi de l'ensemble des citoyens. Dès lors que le premier secrétaire d'une République, d'une région ou d'une ville devrait se faire élire par le corps électoral correspondant, il pourrait, en effet, d'autant moins ignorer le danger d'un désaveu que le processus électoral sera (tout est relatif) démocratisé et qu'en cas d'échec il sera désavoué par le parti.

Troisièmement, enfin, M. Gorbatchev est convaincu et ne cesse de répéter qu'il ne peut y avoir de succès des réformes économiques sans que des réformes politiques ne soient accomplies. C'est-à-dire sans que des réformes de l'empire du parti qui passe par la réorganisation des institutions d'Etat, autrement dit les soviets.

L'opération est donc à double détente : déplacer le centre du pouvoir des sièges du parti vers les soviets en contrainignant les premiers secrétaires à valoir les assemblées élues, et donner un grand coup de balai dans le parti en l'obligeant à promouvoir des hommes politiques et non plus seulement des bureaucrates.

Cela devrait se révéler moins évident dans la réalité que sur le papier, mais le fait est que M. Gorbatchev a trouvé là un moyen de tenter au moins une évolution politique dans le cadre du système. On ne touche pas bien sûr à la règle du parti unique, mais on soumet néanmoins ce parti à une forme de contrôle extérieur tout en lui faisant céder

ses prérogatives actuelles dans la gestion quotidienne du pays.

L'opération doit d'ailleurs s'accompagner « d'un *fin de l'année* », d'une réflexion des directions locales du parti et d'une réorganisation surtout de son appareil, qui devra se débarrasser, de la base au sommet, de ceux de ses départements qui doublement des administrations « civiles ». Ce n'est pas de rien, mais, si cela se faisait, un immense pas serait franchi, d'un coup, vers cette affirmation de l'Etat qui devrait s'accompagner de la création d'un Etat de droit grâce à une large et progressive refonte du code.

Dès la session de novembre prochain, le Soviet suprême sera donc saisi d'une série d'amendements constitutionnels qui lui feront céder la place à un nouveau Parlement fédéral, le Congrès des députés, dont l'élection aura lieu dès la fin de l'hiver et la première réunion en avril. Les députés de ce Congrès seront élus pour un tiers par les organisations professionnelles et sociales, qui devraient ainsi envoyer plusieurs centaines d'intellectuels, scientifiques, artistes, etc. favorables aux réformes. Ce Congrès élira en son sein un Soviet suprême, un président de ce Soviet et un président de ce parlement qui aura le rang de chef d'Etat.

A l'automne de l'année prochaine, indique enfin la résolution sur les « mesures urgentes concernant l'application pratique de la réforme politique », devront avoir lieu de nouvelles élections pour les soviets locaux. Si l'on ajoute à ce programme plusieurs pléniums, du comité central sur des questions aussi explosives que les nationalités, cela veut dire que le pays va être en ébullition politique quasi permanente dans les dix-huit mois qui viennent.

Ensuite s'amorcera, sur fond de balbutiements d'une vie parlementaire embryonnaire, la préparation du prochain congrès, et c'est en fait la dynamique enclenchée par l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev qui s'accélère.

On sentait bien depuis quelques semaines, à la tolérance des autorités vis-à-vis du groupe indépendant qui en avait lancé l'idée il y a un an, que le projet de monument aux victimes de Staline pourrait être adopté par la conférence. Il y a deux jours encore, pourtant, personne n'aurait imaginé que pareil dossier soit réglé dans le cadre d'un simple « *ce sera-t-il homologué et non* » de M. Gorbatchev, suivi d'applaudissements approbateurs de la salle.

En cinq minutes, il a été décidé de rompre, par le plus parlant des symboles, avec toute forme d'approba-

tion de la terreur, et si cela s'est fait si vite, c'est que ce n'était rien à côté des autres premières de cette révolution. On y a vu des délégués se tourner vers le secrétaire général pour lui dire qu'il se trompait. On en a vu d'autres demander la tête de deux membres du bureau politique et de deux autres grands du régime. On a vu diamétralement opposés, siffler et huer des orateurs, fuser des interruptions courroucées. Des délégués ont transformé la tribune en cabaret.

D'autres encore ont froidement dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec tel ou tel point des projets de résolution. Leurs amendements ont dû être soumis au vote d'une centaine de voix contre les premiers secrétaires présidents des soviets : cinquante-six pour retirer au comité central le contrôle de la Pravda. Faute de pratique, se sont ensuivies cris, sièges claquant, cavalcades d'une travée à l'autre. Une bonne partie de la salle a hurlé au scandale, et M. Gorbatchev a calmé l'indignation : « Comment apprendrions-nous autrement la démocratie ? Elle demande à la fois tolérance et patience. »

M. Ligatchev contre M. Eltsine

Mais, même tout cela n'était vraiment rien à côté de la partie à trois qui s'est jouée — aux dépens du premier — entre MM. Eltsine, Ligatchev et Gorbatchev. Depuis trois jours, toute la salle attendait ce qu'avait à dire l'ancien premier secrétaire de Moscou, limogé en octobre dernier pour réformisme radical, après avoir prononcé, devant un plénum du comité central, un discours qui n'a jamais été publié.

Il déçoit plutôt, car cet homme, qui était devenu un mythe, n'est pas un orateur, et les critiques qu'il formule contre la hâte avec laquelle a été préparée la conférence et le manque de consultation qui l'a précédée n'ont rien de bien sensationnel. En revanche, la manière dont il demande à la conférence de le « réhabiliter » de la condamnation politique (« positions erronées ») dont il avait été victime au plénum d'octobre, gêne, en revanche, il a tellement l'air d'en souffrir qu'on se dit qu'il manque sérieusement de nerf et que ce héros est plus sympathique que grand politique.

Monte alors à la tribune M. Ligatchev, numéro deux du parti et chef de file des conservateurs. Il est arrivé à M. Eltsine de demander son départ du bureau politique dans des interviews dont il vient à nouveau de démentir les termes. M. Ligatchev, lui, est le grand artisan de la

chute de M. Eltsine. Il lui même maintenant dessus à pied joint, l'interpellant directement d'une voix peinée (« Boris, tu... ») pour expliquer en substance qu'il a échoué à toutes les étapes de sa carrière.

Et puis la voix de M. Ligatchev s'élève. Il nie être opposé à la « persécution » des réformateurs, révèle que sa propre famille a été victime de persécutions sous Staline, et s'exclame : « Je sais ce qu'est le culte de la personnalité et de la stagnation [l'être Brejnev]. Peut-on accepter que, sous couvert de réhabiliter la vérité historique, on la défigure totalement ? Peut-on accepter que les Soviétiques, et cela dans notre presse, dans nos publications, soient présentés comme un peuple d'esclaves ? [...] »

Des applaudissements nourris l'interrompent fréquemment. Il est bon, bien meilleur que M. Eltsine, cela paraît, et un petit frisson parcourt la salle quand, dramatique, il rappelle qu'il y aurait pu y avoir « une tout autre décision » en 1985 (quand M. Gorbatchev a été élu) et que c'est grâce « aux camarades Tchebrikov, Solomentsev et Gromyko » qu'a été prise la seule décision juste. M. Tchebrikov est le patron du KGB, MM. Gromyko et Solomentsev avaient été attaqués la veille par un délégué. « Qui l'a fait roi ? », vient de dire M. Ligatchev.

Après 23 heures, dans le discours de clôture qu'il prononce après la bataille des amendements, M. Gorbatchev affirme, minutes du plénum d'octobre à l'appui, que M. Eltsine avait de lui-même donné sa démission et même refusé de la reprendre et le critique longuement pour avoir voulu résoudre les problèmes de Moscou en écartant trop des cadres en place. « La leçon de l'affaire Eltsine est que nous devons nous souvenir fermement la voie de la renouveau du parti, sur des bases démocratiques, en nous appuyant sur nos cadres et nos militants », dit M. Gorbatchev, avant d'ajouter, sous les applaudissements : « Nous ne pouvons résoudre les problèmes avec les méthodes condamnées du passé. »

Message décodé : je veux tout changer, mais, moi, je suis généralissime. Sur ce point, M. Gorbatchev a d'ailleurs tenu parole puisque, en échange de l'acceptation de ses réformes, il s'est engagé auprès des conservateurs à ne pas remanier la direction pendant la conférence. Qui va le tenter...

BERNARD GUETTA.

Les grandes étapes du « gorbatchévisme »

1985

11 mars. — Après le décès de Tchernomko, M. Gorbatchev est élu secrétaire général du parti.

Avril. — Un plénum du comité central lance le slogan de l'accélération du développement économique et technique, qui deviendra plus tard « restructuration » (« perestroïka »).

2 juillet. — M. Gromyko quitte le ministère des affaires étrangères et devient chef de l'Etat. Début de la « nouvelle pensée » en matière de relations internationales.

1986

27 février-6 mars. — Vingt-septième congrès du parti.

26 avril 1986. — Accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Début de la politique de « transparence » (« glasnost »).

16 décembre. — Shcharov est autorisé à quitter son exil de Gorki. Deux cents dissidents environ seront libérés dans les mois qui suivent.

1987

27-28 janvier. — Un plénum du comité central élargit le « glasnost ». M. Gorbatchev propose notamment l'élection des secrétaires régionaux du parti au vote secret et la multiplicité des candidatures.

30 mai. — A la suite de l'atterrissage sur la place Rouge d'un avion Cassini piloté par le jeune Allemand de l'Ouest Matthias Rust, le ministre de la défense est limogé. Début

de l'augmentation des départs de réfugiés. — Le nombre de réfugiés quittant l'URSS augmente de façon constante. Les autorités soviétiques ont autorisé 1470 juifs et 1625 Arméniens à quitter l'Union soviétique au mois de juin, à l'occasion du 1^{er} juillet à Genève. Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM). Depuis le début de l'année 1988, 6017 juifs — contre 8011 pour l'ensemble de 1987 — et

de la « perestroïka » dans l'armée.

juin. — Un plénum du comité central adopte les grandes lignes d'une réforme économique qui doit entrer en vigueur, ainsi qu'une nouvelle loi sur l'entreprise, en janvier 1988. M. Iakovlev, un idéologue acquis à la « glasnost », est élu membre titulaire du Politburo.

21 octobre. — Au cours d'un plénum du comité central, M. Eltsine, chef du parti à Moscou, se lance dans une vive critique de M. Ligatchev, numéro deux du PC. Il perdra en novembre ses fonctions de chef du parti à Moscou.

2 novembre. — Dans un rapport consacré au soixante-dixième anniversaire de la révolution, M. Gorbatchev réhabilite partiellement Boukharine (qui sera réhabilité judiciairement en janvier 1988), ainsi que Khrouchtchev.

1988

11 février. — Début des manifestations au Haut-Karabakh, qui demande son rattachement à l'Arménie. Le 28 février, des dizaines d'Arméniens sont massacrés à Soumgaït, en Azerbaïdjan.

13 mars. — La publication par le journal *Russie soviétique* d'un article d'une enseignante de Leningrad hostile à la « perestroïka » — et que l'on dit avoir été encouragée par M. Ligatchev — provoque, le 6 avril, une vive riposte de la Pravda. L'affaire relance la politique de « glasnost » et les attaques de la presse contre les conservateurs.

6930 Arméniens sont partis ainsi de l'URSS. Sur les 1470 juifs qui ont transité en juin par Vienne avant de gagner pour la plupart les Etats-Unis, 127 se sont rendus en Israël. Les Arméniens transitent pour leur part par Rome avant de se rendre, également en majorité, aux Etats-Unis, notamment en Californie, où est installée une importante colonie arménienne. — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS

Suspension des paiements du Pentagone pour certains contrats

Washington. — Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, a annoncé, le vendredi 1^{er} juillet, qu'il avait suspendu les paiements des contrats de défense d'une valeur totale de 1 milliard de dollars qui pourraient avoir été entachés de fraude et de corruption.

M. Carlucci a indiqué qu'il avait pris cette décision à la suite de la publication, jeudi, de documents sur des écoutes du FBI (sûreté fédérale) dévoilant qu'un consultant avait obtenu des responsables du Pentagone, et vendu à des firmes privées, des informations confidentielles sur neuf contrats de défense.

Le département de la défense a engagé des procédures de suspension à l'encontre de ce consultant, M. Frank Saunders, d'un responsable des contrats à la Navy, M. George Stone, qui lui avait fourni des informations, et d'une compagnie privée nommée dans ces documents, la Varian International,

de Dallas (Texas). Par ailleurs, les contrats attribués à quatre firmes impliquées seront réexaminés, et de nouveaux contrats portant sur huit systèmes d'armes ont été gelés. Le FBI enquête depuis près de deux ans sur des allégations de fraude et de corruption dans l'attribution, par le Pentagone, de contrats de défense à certains fournisseurs privés. Les documents du FBI, publiés sur ordre d'un juge fédéral de Dallas, appartaient les premières précisions officielles sur ce scandale qui a éclaté le 14 juin.

M. Carlucci a indiqué que d'autres mesures seraient décidées en fonction de la publication de nouvelles informations sur des cas de corruption et de fraude. « Chaque fois que nous aurons des preuves spécifiques nous prendrons des mesures », (...) Nous n'avons pas besoin d'attendre que les gens soient reconnus coupables ou passent en procès pour agir », a-t-il ajouté. — (AFP.)

● SURINAME : ouverture de négociations entre le gouvernement et la guérilla. — La préfecture de Guyane a annoncé, le dimanche 26 juin, que des pourparlers devaient avoir lieu lundi et mardi entre les autorités du Suriname et la guérilla. Outre le secrétaire général du ministère des affaires étrangères du Suriname, M. Van Eer, et M. Ronny Brunswijk pour la guérilla, l'évêque de Paramaribo, Mgr Zichem, assistera à la rencontre dont la France assure l'organisation et la sécurité. Plus de dix mille réfugiés surinamaïses se trouvent toujours en Guyane française. — (AFP, Reuters.)

Diplomatie

MM. Dumas et Genscher sont intervenus auprès du représentant roumain pour débloquer les travaux de la CSCE

VIENNE de notre correspondant

Les ministres français et allemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Hans Dietrich Genscher, ont lancé, le vendredi 1^{er} juillet à Vienne, devant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), un appel commun aux trente-cinq pays membres (toute l'Europe à l'exception de l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) « à un effort supplémentaire » pour faire sortir la conférence de l'impasse. M. Genscher, qui souhaite la conclusion de la conférence de Vienne « d'ici la fin du mois de juillet », a estimé dans son discours que « les temps sont mûrs pour une percée décisive » dans les négociations actuellement bloquées par les pays socialistes, notamment la Roumanie. Bucarest refuse, en effet, tout mécanisme de contrôle du respect des droits de l'homme, une des questions-clés, selon les Occidentaux, pour faire avancer le processus d'Helsinki.

Le projet des pays neutres et non alignés de mai dernier pour la rédaction d'un document final de la conférence a été qualifié de « bon compromis » par M. Dumas, et par M. Genscher de « base solide » pour les discussions sur le document final.

Les deux ministres ont en marge de la séance de vendredi, un entretien avec le chef de la délégation roumaine, M. Dumitru Aninon, pour lui demander de ne pas « abandonner » le processus d'Helsinki, appuyé dans leur entourage. M. Dumas, interrogé lors de sa conférence de presse sur l'attitude de la Roumanie, n'a pas voulu parler de « blocage », mais d'une « attitude d'interrogation » en ajoutant que « nombre d'objections soulevées par les Roumains ont trouvé une réponse ». M. Genscher a estimé de son côté que « l'approbation générale » de la proposition des neutres et non-alignés « ne restera pas sans conséquences sur la position roumaine ».

« N'abandonnons pas l'avenir aux esprits pusillanimes ni à ceux qui restent cantonnés dans les vieilles catégories de pensée », a dit M. Genscher dans son discours, en soulignant clairement l'objectif de la CSCE : « Faire en sorte que des textes neufs et précis servent à promouvoir un meilleur respect des droits fondamentaux et des libertés. » Sans mentionner la Roumanie, il a ajouté : « Le principe du consensus qui régit le processus de la CSCE [...] ne peut pas signifier qu'un seul Etat insiste sur des propositions qu'il n'ont reçu l'adhésion d'aucun autre pays participant au cours de longues négociations. »

« Une affaire de bon sens »

Glissant un mot sur les minorités nationales en Europe, M. Genscher a déclaré : « Nous exprimons également notre identité européenne en permettant aux individualités de ces minorités, fruits d'un héritage historique, de s'exprimer comme leur convient. » Cet appel intervient au moment où la querelle entre la Hongrie et la Roumanie sur la minorité hongroise de Transylvanie tourne à l'agresse. M. Dumas a cependant rappelé que la CSCE n'est pas une « instance d'arbitrage » pour un conflit entre deux Etats, mais un « processus d'ensemble ».

En ce qui concerne les futures négociations sur le désarmement conventionnel de l'Atlantique à l'Oural, qui doivent s'ouvrir dans le cadre de la CSCE, tout en restant limitées aux vingt-trois pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie, les deux ministres ont estimé que nombre de problèmes subsistent, de l'avis de M. Genscher, « peuvent être résolus de manière pragmatique ». Le ministre allemand a souligné — comme l'a également fait M. Dumas — que « l'instauration de la stabilité conventionnelle en Europe est le problème fondamental de la sécurité militaire sur notre continent ». Le gouvernement de Bonn, a-t-il dit, estime que des « plafonds égaux à un niveau plus bas pour les systèmes d'armement particulièrement importants (...) », notamment des chars de bataille, des véhicules blindés de combat d'infanterie et de l'artillerie, soient définis d'un commun accord dans une première phase de cette négociation.

Pour sa part, M. Dumas a rappelé que la France n'envoie pas que ces négociations débutent avant qu'il soit mis fin au MBFR (réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe). « C'est à nos yeux une affaire de bon sens, a-t-il souligné. Comment pourrait-on prétendre discuter entre vingt-trois pays de la maîtrise des armements conventionnels pour une zone qui irait de l'Atlantique à l'Oural, tandis que dans un autre forum, deux blocs militaires continueraient de débattre de la réduction d'effectifs pour une zone réduite au Centre-Europe ? »

WALTRAUD BARYLL.

Nouveau secrétaire général de l'OTAN

M. Woerner se présente comme un partisan d'une ouverture vers l'Est

Bruxelles (AFP). — Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, l'Allemand de l'Ouest Manfred Woerner, s'est employé, en prenant ses fonctions le vendredi 1^{er} juillet, à dissiper une certaine réputation d'intransigeance, se présentant comme partisan d'une ouverture prudente en direction de l'Est. « Ma politique aura deux volets : assurer la continuité des principes (de l'OTAN) et préparer les changements nécessaires. (...) Il y a plus d'occasions (à saisir) que de risques (à redouter) dans la situation politique globale d'aujourd'hui », a déclaré l'ancien ministre de la défense du gouvernement Kohl, au cours de sa conférence de presse inaugurale.

Plantant le décor dans lequel il prend la succession de Lord Carrington, M. Woerner, premier Allemand à accéder à ce poste, a cherché visiblement à apaiser ceux qui verraient en lui un « faucon » de l'OTAN.

Ainsi M. Woerner a-t-il reconnu la nécessité pour l'alliance de « saisir tous les avantages qui pourraient finalement découler du processus de réforme en URSS et en Europe de l'Est ». Mais, a-t-il noté, elle doit d'abord maîtriser les « problèmes conceptuels posés par l'évolution accélérée des négociations » sur le désarmement.

L'alliance atlantique n'a que des buts défensifs (...), ce qui est un phénomène nouveau dans l'histoire. Il est à espérer que le pacte de Varsovie suivra cet exemple. Cela constituerait un tournant décisif de la politique extérieure de l'Union soviétique », a-t-il ajouté.

Le « paterfamilias »

« L'homme qui dirige la famille » est un concept qui a évolué au cours des siècles. Dans la Rome antique, le paterfamilias était le chef de la famille, le propriétaire des biens, le responsable des décisions. Dans la société moderne, le rôle du paterfamilias a été remplacé par celui du père de famille, qui est responsable de l'éducation et du bien-être de ses enfants.

Afrique

UNIQUE DU SUD gouvernement propose de renouer les négociations sur l'habitat séparé

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Le gouvernement sud-africain a proposé de renouer les négociations sur l'habitat séparé. Cette proposition est une étape importante dans le processus de négociations entre le gouvernement et les groupes de résistance.

Asie

Le « pater familias » de Singapour

(Suite de la première page.)

La passion du flambeau pourrait d'ailleurs ne pas être aussi rapide qu'on le pense. Il y a quelques mois, laisse-t-on entendre dans les rangs mêmes du parti gouvernemental : la lenteur de la procédure de révision de la Constitution, destinée à renforcer les pouvoirs du président — fonction qu'assurait M. Lee Kuan Yew, selon le nouveau schéma politique, — justifiant le maintien pendant un ou deux ans du *statu quo*.

Or ce qui est précisément l'objet d'une contestation latente, c'est moins la politique, pratiquement unanimement approuvée, menée par le gouvernement qu'un style de pouvoir : autoritaire sous couvert de bienveillance dans la veine confucéenne et enfin à régenter jusqu'au moindre détail de la vie quotidienne (de l'épargne à la vie des couples). Un système qui fonctionne s'il existe un fort consensus. Celui-ci a incontestablement prévalu lorsqu'il s'agissait de forcer les portes de la prospérité dans les années 60 et 70. Mais il est aujourd'hui en train de s'effriter.

Contraintes et contradictions

Les intellectuels et toute une frange de la classe moyenne à haut niveau d'éducation, souvent formés à l'étranger, pensent qu'une réussite économique comme celle de Singapour doit s'accompagner d'un plus grand pluralisme, estimé un professeur de science politique, M^{re} Chan Heng Chee. Le processus de libéralisation en cours en Corée du Sud ou à Taïwan tranche avec l'intolérance à la critique dont font preuve les autorités singapouriennes, qui tendent à disqualifier d'entrée de jeu les opposants sur le plan moral.

M. Lee Kuan Yew entend capitaliser sur le redressement specta-

culaire de l'économie à la suite de la récession de 1985-1986 pour minimiser au maximum les risques de dérapages de la transition. Après une période de relative libéralisation politique au début des années 80 marquée par une ouverture du débat politique, les résultats des élections de 1984 — le Parti d'action populaire, PAP, formation gouvernementale, avait alors regagné en termes de suffrages obtenus, même s'il conservait une majorité écrasante au Parlement (1) — ont en sur les dirigeants l'effet d'une douche froide, renforçant leur conviction qu'une démocratie parlementaire comporte des « faiblesses structurelles » (notamment l'absence d'élément stabilisateur capable de résister aux pressions « populistes »). Et ils ont progressivement renoué les liens à tous les niveaux : accusés d'ingérence, certains journaux étrangers ont notamment vu leur circulation réduite de manière drastique.

Le succès de Singapour est bâti sur des contraintes et des contradictions. Société multiraciale, dominée par la communauté chinoise (76 % de la population) dans un monde malais (géographiquement prise en tenaille entre la Malaisie et l'Indonésie), Singapour est un pays républicain, sur le plan du droit, aux critères d'une nation. Toutefois, si les Singapouriens sont conscients d'avoir une destinée commune, ce qui les unit n'est sans doute rien d'autre que la prospérité de la cité-Etat. Celle-ci s'identifie à son succès : s'il se tarit, la notion même de communauté de destin risque de voler en éclat.

L'équilibre, précaire parce que reposant sur un facteur de déséquilibre fondamental (la domination crio-riante de la communauté chinoise), d'une société multiraciale, liée aux impératifs de stabilité politique, gère de la prospérité économique, elle-même cimentant le consensus, constitue pour le gouvernement une sorte de quadrature du cercle.

Singapour vit aussi sur des contradictions qui s'accroissent. D'un côté, la cité-Etat tend, par la nature même d'un système politique à parti dominant, à constituer une société relativement fermée et contrôlée ; de l'autre, elle est aussi, en raison même de son développement et du haut niveau d'éducation de la population, une société ouverte, exposée, notamment par sa *lingua franca*, l'anglais, aux influences et aux valeurs occidentales. Le fait que parmi les deux « bédouins », M. Goh Chok Tong, premier vice-premier ministre, et M. Lee Hsien Loong, ministre du commerce et de l'industrie, le second soit le fils de M. Lee Kuan Yew est sans doute accepté par une vieille génération élevée dans le respect de l'autorité, mais choque une jeune élite dont l'éducation a été marquée des principes de la méritocratie.

Cette nouvelle génération conçoit moins une force d'opposition comme alternative au pouvoir en place que comme un contre-poids à l'hégémonie du PAP. Sans doute est-ce à l'hypothèse de l'émergence d'une telle opposition, libérale, occidentale, de haut niveau, que songent les Américains en renforçant leurs contacts avec des opposants. Initiative qui s'est tra-

duite, le 11 mai, par l'arrestation d'une figure de l'opposition, l'avocat Francis Seow, et par la demande de rappel du diplomate « incriminé ». Le gouvernement a cherché à mobiliser l'opinion contre les « ingérences étrangères » et à montrer qu'il savait se faire respecter même de Washington.

Les « durs » et les modérés

« Affaire risible, à consommation interne et pas plus crédible que le complot marxiste », commente M. Chan See Tong, le seul parlementaire d'opposition. D'ailleurs, M. Lee Kuan Yew s'est employé à ne pas aggraver outre mesure la crise avec les États-Unis : avec son habileté coutumière, et sans perdre, il souligne devant le Parlement le caractère fondamentalement bon des intentions américaines même si elles sont parfois « naïves ».

S'il existe des aspirations au changement, de sérieux hypothèses que posent aussi sur l'apparition d'une véritable opposition. Les risques d'arrestation et les intimidations (enquêtes sur la situation fiscale, la vie privée) dont sont l'objet ceux qui apparaissent au grand jour comme des opposants n'encouragent guère les vocations. L'opposition souffre en outre de sa disparité : que peuvent avoir en commun de petites gens qui espèrent une redistribution des revenus et une élite intellectuelle frondeuse ? Surtout, personne ne semble avoir de motivation suffisamment forte pour agir. Les uns résistent, les autres critiquent en privé, mais rares sont ceux qui ébrouent la voie.

Le clivage entre les « durs », qui pensent, avec M. Lee Kuan Yew, que l'héritage doit être transmis intact, et les modérés, sensibles à l'évolution des mentalités, est perceptible au sein même du gouvernement. Mais la présence du père fondateur scelle trop fortement le système pour qu'il puisse évoluer tant que son ascendant s'exercera. Le malaise est donc appelé à se poursuivre (une immigration croissante de « cerveaux » vers l'Australie ou le Canada en témoigne).

L'adoption pour les prochaines élections d'un système de regroupement en treize grandes circonscriptions dans lesquelles se présentera une équipe de trois candidats, dont nécessairement un représentant d'une minorité (malaise ou indienne), devrait donner à celle-ci le sentiment d'être davantage entendue. Mais le gouvernement veut clairement circonscrire le pluralisme au débat à l'intérieur du parti majoritaire. Arguant des menaces qui pèsent sur le pays (par exemple une flambée de fondamentalisme islamique en Malaisie), M. Lee Kuan Yew entend demeurer un *pater familias* soucieux d'assurer avec fermeté une prospérité et une stabilité aussi fragiles que dépendantes l'une de l'autre.

PHILIPPE PONS.

(1) Le pourcentage de voix obtenues par le PAP est tombé de 75,5 % en 1980 à 62,9 % en 1984. En raison d'un système de scrutin majoritaire à un tour, qui a un effet de laminage sur la minorité, l'opposition n'a obtenu que deux sièges sur un total de quatre-vingt.

CHINE

Pékin propose un plan de paix pour le Cambodge

La Chine a proposé, le vendredi 1^{er} juillet, un gel d'une durée indéterminée des activités militaires par l'ensemble des factions cambodgiennes au Kampeuch après la formation d'un gouvernement provisoire quadripartite de coalition, présidé par le prince Sihanouk. Dans une déclaration écrite publiée par le ministère des affaires étrangères, Pékin propose également que ce gouvernement provisoire de coalition soit constitué « au cours du processus de retrait des troupes vietnamiennes » c'est-à-dire avant même qu'il ne soit achevé. Le texte chinois stipule également qu'une « supervision internationale effective et efficace devra être exercée sur le retrait des troupes vietnamiennes », mais aussi « le maintien de la paix au Kampeuch et l'organisation d'élections libres ».

Ce plan de paix proposé par Pékin marque une évolution de sa position avant les pourparlers intercambo-dgiens, qui doivent s'ouvrir le 25 juillet en Indonésie. En soulignant que les diverses factions devront également « s'abstenir de se mêler des affaires politiques et d'intervenir dans les élections générales », la Chine semble signifier à ses protégés Khmers rouges — dont les effectifs, évalués entre trente et quarante mille hommes, sont de loin les plus importants des quatre factions — qu'il n'est pas question pour eux de chercher à reprendre le pouvoir par la force, à la faveur du retrait vietnamien.

C'est là une condition essentielle posée par le Vietnam, et la grande crainte du prince Sihanouk, qui préside la coalition antiviétnamienne regroupant les Khmers rouges, les sihanoukistes et les Khmers de M. Son Sann. Ces deux derniers groupes ont, pour leur part, indiqué, vendredi 1^{er} juillet, qu'ils tenaient à la présence des autorités vietnamiennes lors de la réunion de Djakarta. Lundi dernier, le Vietnam avait rejeté catégoriquement la proposition de « négociations directes Vietnam-Sihanouk » sans toutefois remettre en cause la décision annoncée fin mai d'être représenté dans les entretiens en Indonésie. — (AFP, Reuters, AP.)

● Restauration des grades dans l'armée chinoise. — Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a adopté, le vendredi 1^{er} juillet, une résolution restaurant les grades dans l'armée populaire de libération (le Monde du 28 juin), qui scelle l'abandon du système instauré en 1965 par Mao Zedong. Le chef du Parti communiste chinois, M. Zhao Ziyang, réussit ainsi à imposer une mesure que son prédécesseur, M. Hu Yaobang, n'avait pu faire passer auprès des militaires, encore relativement attachés aux idéaux maoïstes ou aux avantages matériels que la révolution culturelle leur avait apportée. — (Corresp.)

PHILIPPINES

Multiplication des attentats contre des personnalités de gauche

MANILLE
correspondance

Il y a quelques semaines seulement, M^{re} Aquino défendait à la tribune du Bureau international du travail à Genève l'œuvre de son gouvernement en faveur de la défense des droits de l'homme. « La forme d'abus la plus systématique est le sous-développement chronique », déclarait-elle. Les autorités philippines étaient particulièrement gênées par des rapports d'organisations humanitaires, Amnesty International notamment, critiquant fermement la situation dans ce domaine. Depuis, une série inquiétante d'attentats a provoqué un certain émoi.

Le dernier en date a eu lieu le jeudi 30 juin : des assaillants « non identifiés » ont criblé de balles la voiture du Dr Nemesio Prudente, président de l'Université polytechnique des Philippines.

Ce dernier, déjà blessé lors d'un attentat en novembre 1987, a survécu à ses blessures. Mais trois de ses gardes du corps ont été tués. Le Dr Prudente, ancien prisonnier politique sous Marcos, est l'un des « sages » de la gauche philippine légale. Mais certains anticommunistes irréductibles le considèrent comme un « crypto-communiste à abattre ».

Le 17 juin déjà, un avocat a été tué dans la ville d'Angeles, non loin des bases militaires américaines. Une semaine plus tard, un autre avocat, représentant de la section locale d'Amnesty International, est tombé à son tour sous une pluie de balles à

Cebu. Les deux hommes de loi étaient tous deux des « défenseurs d'inculpés communistes ».

Aucun de ces attentats n'a encore été encore revendiqué. Mais pour les proches des victimes et les organisations de gauche, les responsables font parti de groupes organisés, comme les Ecuadors de la mort latino-américains, et jouissent de la protection sinon de la complicité de certains militaires. Toutefois, en l'absence de preuves, personne n'a jamais été inculpé.

Au moment où M^{re} Aquino s'exprimait à Genève, le Comité des juristes américains pour les droits de l'homme a publié une longue étude « des cas sérieux de violations de droits de l'homme commis par des groupes anti-communistes armés avec l'appui des militaires ». La présidente a rejeté ces accusations puisque ses censeurs « ne citent pas les atrocités commises par la nouvelle armée du peuple » (communiste).

Tout en affirmant leur innocence, les autorités militaires et policières admettent leur embarras. Selon un officier supérieur, « on nous demande de combattre l'insurrection sans nous en donner les moyens légaux ». Pour l'instant, le gouvernement philippin, encore sous le coup de la loi martiale du président Marcos, refuse d'adopter la moindre mesure d'exception. Ainsi, selon un diplomate occidental, « devant l'impossibilité physique de faire condamner des suspects communistes, beaucoup de militaires adoptent des moyens expéditifs... ».

KIM GORDON-BATES.

Proche-Orient

Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe

L'Irak reconnaît officiellement avoir utilisé des armes chimiques

Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, l'Irak a reconnu officiellement l'utilisation par les forces de Bagdad d'armes chimiques dans sa guerre contre l'Iran. Dans une conférence de presse organisée, le vendredi 1^{er} juillet, à l'issue d'une visite en RFA, M. Tariq Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, a admis que son pays avait utilisé de telles armes, mais, a-t-il dit, seulement en représailles contre l'Iran qui a, selon lui, été le premier à s'en servir.

« Nous croyons, a-t-il dit, que chaque nation a le droit de se protéger de l'invasion. Les moyens utilisés peuvent être contestables, mais cela dépend de l'angle sous lequel on se place. Les Iraniens étaient les embaucheurs de l'Irak et ils ont tenté de proclamer leur intention d'envahir notre pays, de détruire notre civilisation, de tuer notre peuple, d'assassiner nos enfants. Nous croyons que chaque nation a le droit de se protéger contre une invasion. Vous [les Occidentaux], avec vos propres valeurs. Nous les respectons. Mais, a-t-il ajouté, l'Irak faisait face à « une grande menace » et « l'utilisation d'armes chimiques

doit être interprétée dans ce contexte ».

En mars 1984, au moment des offensives iraniennes dans les îles Majoun, au cours desquelles les Iraniens avaient pour la première fois utilisé massivement des produits chimiques pour essayer de freiner l'offensive adverse, les autorités de Bagdad avaient laissé entendre qu'elles se réservaient le droit de recourir à n'importe quelles armes pour stopper « l'agression iranienne », admettant ainsi implicitement l'emploi de gaz toxiques. Après la prise de Halabjeh en mars dernier, l'Irak n'avait pas démenti les accusations lancées contre lui concernant l'utilisation de l'arme chimique contre la population kurde, ce qui constituait un aveu. M. Adnan Khazalab, le ministre irakien de la défense, avait à cette occasion menacé une fois de plus de recourir à « tous les moyens pour défendre le territoire irakien ».

En avril 1985, le Conseil de sécurité des Nations unies avait formellement condamné l'Irak, et non l'Iran, pour l'utilisation des armes chimiques. Le 9 mai dernier, cependant, il avait été plus nuancé et avait

invité les deux parties à s'abstenir d'utiliser de telles armes. Selon le *Washington Post*, les États-Unis estiment que c'est l'Irak, qui en 1982, a utilisé pour la première fois des armes chimiques, alors que les Iraniens n'auraient eu recours aux gaz toxiques qu'à partir de 1987.

Un démenti américain

Les États-Unis ont rejeté, vendredi, comme « sans fondement » les accusations de Bagdad, selon lesquelles ils auraient fourni à l'Iran des informations sur les préparatifs militaires irakiens. « Les allégations selon lesquelles les États-Unis aideraient l'Iran sont sans fondement », a déclaré le porte-parole du département d'État, M^{re} Phyllis Oakley. Le président Saddam Hussein, dans un discours reproduit mercredi par la presse de Bagdad, avait affirmé que les Iraniens n'avaient pas été surpris par la dernière offensive irakienne dans les îles Majoun, parce que les États-Unis avaient utilisé « tous les moyens » pour les informer sur les concentrations de troupes irakiennes.

Au Liban

Trois attentats à la voiture piégée

BEYROUTH
de notre correspondant

Trois attentats à la voiture piégée, l'un à Beyrouth-Ouest, entre le quartier de Hamra et celui du Phare, et les deux autres dans la Bekaa, tous en territoire sous contrôle syrien, ont eu lieu le vendredi 1^{er} juillet et ont fait au total un mort et cinquante-deux blessés. Parmi les blessés, deux soldats syriens, deux de ces attentats ayant été perpétrés à quelques mètres de leurs postes. Le troisième attentat à Rasoufa, dans la Bekaa ouest, visait une permanence des dissidents du Fatah, pro-syriens, récents vainqueurs de la bataille du camp de Chatila, à Beyrouth-Ouest.

Ces opérations surviennent à un moment où les Syriens accumulent les succès. Ils paraissent ainsi, après leurs récents et importants succès dans la banlieue sud chuite et au camp palestinien de Chatila, sur le point de déployer en force leur armée, non seulement dans l'Iklim-el-Kharroub, mais aussi dans Chlouf, régions, certes, arabo-palusiennes sous le contrôle d'un allié, M. Walid Joumblatt, mais où les troupes syriennes ne faisaient que passer. — L. G.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement propose de renforcer la législation sur l'habitat séparé

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le gouvernement vient de présenter au Parlement trois projets de loi qui visent à modifier les dispositions du texte sur l'habitat séparé selon les races (le Group Areas Act). Il n'est pas question de supprimer ce pilier de l'apartheid. Au contraire, les peines prévues en cas d'infraction sont considérablement alourdies (multiplicées par vingt-cinq) et les procédures d'expulsion facilitées. En revanche, un deuxième texte prévoit la possibilité d'ouvrir à tous certaines zones, déjà multiraciales de fait. Un bureau d'experts fera des propositions au chef de l'Etat, qui prendra la décision finale. Enfin, le troisième volet a pour but d'établir une représentation municipale pour les « non-blancs » vivant dans ces secteurs, dits « gris ».

D'un côté, le pouvoir lâche un peu de lest, de l'autre il resserre les boulons, ce qui aura pour conséquence de renforcer les tensions. Un pas en avant, deux pas en arrière. Le premier texte a, d'ores et déjà, provoqué une levée de boucliers parmi l'opposition ainsi qu'au sein des Chambres indienne et métisse. Ces parlementaires se sont jusqu'à présent battus en vain pour l'abolition du Group Areas Act et ont conditionné leur approbation de projets présidentiels à la suppression de cette pierre angulaire de la ségrégation.

Pénurie de terrains pour les Noirs

En dehors de ce qui ne demeurera que des exceptions au principe, non seulement la population devra continuer de vivre dans les lieux assignés en fonction de la couleur de la peau, mais les personnes qui ont déjà enfreint la loi risquent d'être expulsées quand le texte sera adopté, c'est-à-dire sans doute en septembre prochain. Au moins deux cent mille personnes sont menacées de se trouver à la rue. Les propriétaires qui vendent ou qui louent à des gens dont ce n'est pas la zone désignée de résidence ou qui possèdent des immeubles dans les secteurs qui leur sont interdits se verront imposer de très lourdes sanctions. Leurs biens pour-

ront être saisis et vendus au bénéfice de l'Etat. Des inspecteurs seront chargés de recenser les contrevenants.

Ce projet abolira une jurisprudence qui permettait à un occupant illégal de ne pas être jeté dehors à moins qu'on ne lui procure une autre habitation. Ces dispositions rendaient les expulsions pratiquement impossibles en raison du déficit de logements pour les Noirs, estimés à environ 830 000, une pénurie qui s'accroît au fil des ans, en dépit d'un effort de construction récent et nettement insuffisant.

Ce problème lié au manque dramatique de terrains alloués à la communauté noire, provoque un entassement dans les townships, surtout depuis que la loi sur la circulation des personnes a été autorisée il y a deux ans. Le Black Sash, organisation féminine blanche d'aide aux Noirs, estime à cinq millions le nombre de sans-abri. L'Institut des relations raciales a calculé qu'il y avait au minimum un million trois cent mille squatters.

Parallèlement à la réforme du Group Areas Act, deux autres textes sur le contrôle des squatters et des bidonvilles renforcent également, de façon draconienne, les mesures répressives. Le pouvoir veut limiter le surpeuplement des townships. L'atrait des villes et la perspective d'un emploi suscitent un afflux croissant surtout depuis qu'a été supprimé le port obligatoire du fameux « pass ».

Les amendements proposés à la loi sur l'habitat séparé ont été décidés, à n'en pas douter, dans la perspective des élections municipales d'octobre prochain afin de donner des gages à l'électorat de droite. Celle-ci risque de faire une nouvelle percée lors de ce scrutin. Le régime cherche donc à le rassurer. Le projet a été présenté par le gouvernement comme « un gage de la protection des droits établis des individus et des communautés » ; afin de faire comprendre à chacun que mis à part quelques erreurs autorisées par le gouvernement (les zones grises), chaque ethnisme devra rester chez soi. Comme s'il était possible de faire reculer la marée.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Un témoin à charge se rétracte au procès des « six de Sharpeville »

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Alors que le compte à rebours continue pour « les six de Sharpeville », dont l'exécution a été fixée au 19 juillet, l'un des témoins à charge au procès, Joseph Manete, a écrit deux lettres pour « dire la vérité ». La première est adressée au chef de l'Etat et la seconde au président de la cour d'appel. Deux suppliques pour que soit épargnée la vie de ces cinq hommes et de cette femme condamnés à mort pour le lynchage d'un conseiller municipal le 3 septembre 1984.

« Je vous écris en tant qu'être humain s'adressant à un autre être humain », écrit Joseph Manete. Cet homme de vingt-quatre ans, qui s'est rétracté après avoir directement mis en cause deux des condamnés, Duma Khumalo et Francis Mokheisi, explique au président Botha comment il a été maltraité et menacé par la police qui lui a soufflé les noms en question. Il accuse ses interrogateurs d'avoir eux-mêmes

rédigé le procès-verbal qu'il n'a eu qu'à signer, sans même le lire. « Ce que j'ai dit au tribunal n'était pas mes mots, mais j'ai eu peur d'être accusé de parjure », souligne Joseph Manete.

Un président de la cour d'appel, Joseph Manete fait remarquer que « personne n'a influencé » son geste, mais qu'il veut « se délivrer des cauchemars qui le hantent depuis quatre ans ». La défense des « six de Sharpeville » a déposé, le vendredi 1^{er} juillet, devant le magistrat, une nouvelle demande de rouverture du procès, la précédente ayant été refusée le 13 juin dernier par la Cour suprême de Pretoria. En cas de nouveau rejet, seul le chef de l'Etat peut sauver de la potence ces six Noirs promis à un supplice depuis que leur condamnation est devenue définitive le 1^{er} décembre 1987. M. Botha peut soit saisir la justice, s'il estime qu'il y a des éléments nouveaux, soit commuer la sentence, ce qu'il a déjà refusé une première fois.

M. B.-R.

Politique

Les suppléants des parlementaires nommés au gouvernement

Nous publions ci-dessous les biographies des suppléants appelés à remplacer les députés et sénateurs nommés, le mardi 28 juin, au gouvernement. Ces derniers disposent d'un délai d'un mois, à compter de leur nomination, pour choisir entre leurs attributions ministérielles et leur siège au Parlement.

A l'Assemblée nationale

ARDÈCHE

CLAUDE LARÉAL

PS (1^{er} circ.), remplace M. Robert Chapuis, nommé secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique.

Né le 19 avril 1935 à Tournon (Ardèche), M. Claude Laréal est employé de bureau dans une entreprise de textile. Adjoint au maire de La Voulte-sur-Rhône (Ardèche) depuis 1971, il est maire de cette commune depuis 1983 et représente ce canton au conseil général depuis 1979. De 1983 à 1986, il a été le suppléant de M. Robert Chapuis, député de la 1^{re} circonscription de l'Ardèche. En 1986, il est élu conseiller régional de Rhône-Alpes, figurant en troisième position sur la liste socialiste conduite par M. Jean-Marie Alain. M. Laréal a d'ailleurs annoncé son intention de quitter l'Assemblée nationale afin de se consacrer à son mandat de conseiller régional.

DORDOGNE

PAUL DUVALEIX

PS (4^e circ.), remplace M. Roland Dumas, nommé ministre d'Etat chargé des affaires étrangères.

Né le 16 décembre 1929 à Bils-et-Bars (Dordogne), M. Paul Duvaléix est agriculteur. Premier président de la chambre d'agriculture de la Dordogne depuis 1983, il est membre de cette instance depuis 1977. Président de la Fédération nationale des planteurs de tabac depuis 1982, il est également à la tête de l'Union internationale des producteurs de tabac depuis 1986. Il a été conseiller municipal d'Aurillac-Périgord, de 1965 à 1971.

FINISTÈRE

GILBERT LE BRIS

PS (8^e circ.), remplace M. Louis Le Pen, nommé ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Né le 3 mars 1949 à Cusson (Finistère), M. Le Bris a une formation de juriste. Adjoint au maire de sa ville natale en 1977, il est devenu maire local des élections municipales de 1983. Il est également conseiller général de ce canton depuis 1979. Rattaché au PS en 1981, remplaçant M. Louis Le Pen, appelé au gouvernement en qualité de ministre de la mer. M. Le Bris abandonne le Palais Bourbon au lendemain de la formation du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, à la suite de la décision de M. Le Pen de ne pas être membre. En mars 1986, il est élu conseiller régional, figurant en septième position sur la liste socialiste conduite par M. Le Pen.

HAUTE-GARONNE

JEAN-FRANÇOIS LAMARQUE

PS (7^e circ.), remplace M. Lionel Jospin, nommé ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Né le 12 février 1944 à Castres (Tarn), M. Jean-François Lamarque, instituteur, adhère au Parti socialiste en 1974. Adjoint au maire de Revel (Haute-Garonne) depuis l'élection partielle de 1974, il représente ce canton au conseil général depuis 1979. Rattaché à l'Assemblée départementale en 1985, il en est depuis l'un des vice-présidents.

INDRE

JEAN-CLAUDE BLIN

PS (2^e circ.), remplace M. André Laignel, nommé secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

Né le 12 mars 1946 à Evreux-Montier (Indre-et-Loire), M. Jean-Claude Blin, technicien agricole, est conseiller municipal d'Eguzon (Indre) depuis 1983. Il représente également ce canton au conseil général depuis 1985. Membre du Parti socialiste depuis cette année-là, il est membre du courant mitterrandien.

ISÈRE

JEAN-FRANÇOIS DELAHAYE

PS (5^e circ.), remplace Mme Edwige Aron, nommée ministre d'Etat chargée des affaires étrangères.

Né le 30 janvier 1940 à Malacorbères (Loiret), M. Jean-François Delahaye, technicien en électronique, est délégué syndical CFDT de 1963 à 1977, notamment au sein de l'entreprise Thomson. Membre du courant Socialiste et République au sein du Parti socialiste, il est maire de Saint-Etienne de Rhodan depuis 1983. Il figurait, aux élections législatives de mars 1986, en onzième position sur la liste socialiste conduite par M. Louis Merzax.

LOIRE-ET-CHER

MICHEL FROMET

PS (3^e circ.), remplace M. Jack Lang, nommé ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du tourisme.

Fils de viticulteur, M. Michel Fromet, né le 13 décembre 1942 à Aunet (Pas-de-Calais), M. Claude Galametz est adjoint au maire communiste de Lillers depuis 1983 et conseiller régional

LOIRE-ATLANTIQUE

MARIE-MADELEINE DIEULENGARD

PS (8^e circ.), remplace M. Claude Erva, nommé ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernement.

Née le 19 juillet 1936 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Mme Marie-Madeleine Dieulengard, secrétaire médicale, milite au PSU avant d'adhérer au Parti socialiste en 1974 et d'être membre du courant mitterrandien. Conseiller municipal de sa ville natale en 1977, elle est élue en 1983 et occupe depuis lors les fonctions d'adjoint au maire chargé de l'économie et de la jeunesse.

MANCHE

BERNARD CAUVIN

PS (5^e circ.), remplace M. Olivier Stira, nommé ministre d'Etat chargé du tourisme.

Né le 11 mars 1946 à Equeurdreville-Haumont (Manche), M. Bernard Caivin est, comme technicien départemental chargé des questions économiques, rattaché à l'Agence de Cherbourg. Membre permanent de la CFDT, il adhère au Parti socialiste en 1971, avant d'être nommé, en 1973, secrétaire général de la section Manche de la CFDT, puis secrétaire départemental chargé des questions économiques. Rattaché à la liste d'union de la gauche aux municipales de 1983 à Chalon-sur-Saône, n'ayant pas pu retrouver un siège de député aux dernières législatives, il s'affronte un sort, René Beaumont (UDF-PR), dans la 6^e circonscription (Chalon-sur-Saône sud, Lozère).

PARIS

JEAN-YVES AUTEXIER

PS (9^e circ.), remplace M. Georges Sarre, nommé secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

Né le 5 janvier 1950 à Châteaufort (Yonne), M. Jean-Yves Autexier, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un DES de droit public, a adhéré au Parti socialiste en 1972. Assistant parlementaire de M. Georges Sarre à l'Assemblée des Communautés européennes à partir de 1979, il est élu conseiller au Palais Bourbon lors de son élection en 1981.

NORD

ANDRÉ DELATTRE

(P.S., 13^e circ.), remplace M. Michel Delabarre, nommé ministre des transports.

Né le 27 décembre 1931 à Coudekerque-Branches (Nord), M. André Delattre, ancien directeur d'usine, adhère au Parti socialiste depuis le 30 juin 1976, après avoir été élu, en 1971, conseiller municipal et adjoint au maire. Elu en mars 1979 conseiller général du Nord dans le canton de Dunkerque-Est, il a été battu, en 1985, dans le canton redécoupé de Coudekerque-Branches. Militant socialiste depuis 1944, M. Delattre est membre des instances départementales du Secours populaire français.

OISE

MICHEL FRANÇAIS

PS (5^e circ.), remplace M. Lionel Stoléru, nommé secrétaire d'Etat chargé du Plan.

Né le 23 mai 1943 à Paris, M. Michel Français, titulaire d'un diplôme d'études comptables supérieures, a été gérant de société de 1977 à 1982. Premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Oise de 1979 à 1985, il entre au comité directeur du PS en 1981 avant d'en démissionner en février 1987. En mars 1986, il est élu conseiller régional de Picardie, figurant en deuxième position sur la liste socialiste conduite par M. Walter Amalieu, maire de Beauvais. Travailleur depuis 1982 avec M. Jean-Claude Collard, directeur du cabinet de M. François Mitterrand, sur les affaires de presse, il est officiellement nommé chargé de mission auprès du président de la République en avril 1988.

PAS-DE-CALAIS

CLAUDE GALAMETZ

PS (9^e circ.), remplace M. Jacques Mellich, nommé ministre d'Etat chargé de la mer.

Né le 13 décembre 1942 à Auctes (Pas-de-Calais), M. Claude Galametz est adjoint au maire communiste de Lillers depuis 1983 et conseiller régional

mal depuis décembre 1984. Assistant parlementaire de M. Jacques Mellich depuis 1978, M. Galametz s'est présenté aux élections cantonales de 1985 dans le canton de Lillers. Bénéficiaire d'un ballottage favorable à l'issue du premier tour, il a finalement été battu par le candidat du RPR, du fait d'un très mauvais report des voix communistes. Membre du Parti socialiste depuis 1973, il a occupé les fonctions de secrétaire fédéral du Pas-de-Calais chargé des entreprises de 1975 à 1979. Syndicaliste, il a siégé à la commission administrative nationale du SNES de 1976 à 1980.

RHÔNE

MARTINE DAVID

PS (13^e circ.), remplace M. Jean Poperon, nommé ministre de l'agriculture et de la pêche.

Née le 19 décembre 1952 à Loches (Indre-et-Loire), M^{me} Martine David, secrétaire, est un collaborateur de M. Pierre Joxe depuis une dizaine d'années. Au conseil régional de Bourgogne, elle a été chargée de la mission, de 1984 à 1986. Après mars 1986, M. Didier Mathus entre au secrétariat du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Premier secrétaire de la fédération départementale de PS depuis 1982, il est élu au conseil régional en mars 1986, après s'être, l'année précédente, présenté sans succès aux élections cantonales.

SAOÛNE-ET-LOIRE

DIDIER MATHUS

PS (8^e circ.), remplace M. Pierre Joxe, nommé ministre de l'intérieur.

Né le 25 mai 1952 à Montceau-les-Mines, M. Didier Mathus, docteur en lettres, est un collaborateur de M. Pierre Joxe depuis une dizaine d'années. Au conseil régional de Bourgogne, elle a été chargée de la mission, de 1984 à 1986. Après mars 1986, M. Didier Mathus entre au secrétariat du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Premier secrétaire de la fédération départementale de PS depuis 1982, il est élu au conseil régional en mars 1986, après s'être, l'année précédente, présenté sans succès aux élections cantonales.

SEINE-SAINT-DENIS

JEAN-MARIE LE GUEN

PS (9^e circ.), remplace M. Paul Quilès, nommé ministre des postes, des télécommunications et de l'énergie.

Né le 3 janvier 1953 à Paris, M. Jean-Marie Le Guen, titulaire d'un diplôme de troisième cycle d'économie de la santé, est médecin généraliste. Membre du Parti socialiste depuis 1973 (adhésion en 1977), il est responsable du Mouvement des jeunes socialistes de 1977 à 1979. Entré au comité directeur du PS, il y siège jusqu'en 1983 et en est, de surcroît, membre depuis le congrès de Lille d'avril 1987. Il est également premier secrétaire de la fédération de Paris depuis lors. Depuis les élections municipales de 1983, il est conseiller du 13^e arrondissement.

TARN-ET-GARONNE

JEAN-PAUL NUNZI

PS (2^e circ.), remplace M. Jean-Michel Boyer, nommé secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

Né le 25 mai 1942, M. Jean-Paul Nunzi est enseignant. Maire de Moissac depuis 1983, il représente le canton de Moissac à l'Assemblée nationale de 1986. Aux élections régionales de 1986, M. Nunzi, rattaché au PS, est élu à la tête d'une liste socialiste dissidente. Il est également président du syndicat mixte du plan d'eau de Saint-Nicolas-de-la-Grave.

VIENNE

GUY MONJALON

PS (8^e circ.), remplace M. Edith Cresson, nommée ministre des affaires européennes.

Fils d'agriculteur, M. Guy Monjalon, né le 12 mars 1947 à Léignay (Vienne), exerce la profession de notaire. Ancien responsable régional du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, il a adhéré, en 1974, au Parti socialiste. Conseiller municipal de sa ville natale de 1971 à 1977, il est élu, en 1986, conseiller régional de Poitou-Charentes, figurant en troisième position sur la liste socialiste conduite par M. Raoul Cartraud.

YONNE

SERGE FRANCHIS

UDF-PR (1^{re} circ.), remplace M. Jean-Pierre Soloman, nommé ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Né le 10 septembre 1933 à Aillant-sur-Tholon (Yonne), M. Serge Franchis, trésorier principal des finances, est président de l'Office public d'ETL d'Aillant. Il siège au conseil municipal de cette commune depuis 1971 et est élu conseiller municipal en 1983.

Adjoint au maire de Sarcelles (Val-d'Oise) de 1977 à 1983, M. Anstier est élu alors conseiller du 11^e arrondissement de Paris. En mars 1986, il devient conseiller régional d'Île-de-France, figurant en sixième position sur la liste socialiste conduite par M. Lionel Jospin. Secrétaire général de Socialisme et République, il est secrétaire fédéral adjoint de Paris depuis 1984 et est entré au comité directeur du PS lors du congrès de Lille en avril 1987.

LOIRE

LÉO GRÉZARD

PS (2^e circ.), remplace M. Henri Nallet, nommé ministre de l'agriculture et de la forêt.

Né le 31 janvier 1926 à Grenoble (Isère), M. Léo Gréizard est chef de service chirurgie de l'hôpital d'Avallon. Conseiller municipal d'Avallon depuis 1977, il représente également ce canton au conseil général depuis 1973. Elu député de l'Yonne en 1981, il ne s'est pas représenté aux élections législatives de 1986. Il était conseiller, maître à la Cour des comptes depuis 1986.

TERRITOIRE DE BELFORT

GILBERTE MARIN-MOSCOVITZ

PS (2^e circ.), remplace M. Jean-Pierre Chevènement, nommé ministre de la défense.

Né le 22 juin 1937 à Belfort, M^{me} Gilberte Marin-Moscovitz, secrétaire, a d'abord milité à la JOC puis à la CFDT, avant d'adhérer au Parti socialiste. Conseiller municipal de Belfort depuis 1977, elle représente, depuis 1982, le canton de Belfort-Sud au conseil général.

HAUTE-GARONNE

EUGÈNE BOYER

PS, remplace M. André Méric, nommé secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes et des victimes de guerre.

Né le 14 juin 1922 à Barcelonne (Espagne), M. Eugène Boyer est vétérinaire. Maire de Caraman (Haute-Garonne) depuis 1967, il représente, depuis la même année, ce canton au conseil général. Il siège depuis 1978 au conseil régional de Midi-Pyrénées, ayant occupé de 1981 à 1986 la vice-présidence déléguée à cette assemblée. Il était le suppléant de M. André Méric au Sénat depuis 1971.

MOSELLE

JEAN-ERIC BOUSCH

RPR, remplace M. Jean-Marie Raesch, nommé ministre du commerce extérieur.

Né le 30 septembre 1910 à Forbach (Moselle), M. Jean-Eric Bousch, ingénieur, est diplômé de l'École supérieure d'Electricité. Maire de sa ville natale depuis 1953, il représente ce canton au conseil général de 1949 à 1973. Alors battu par Mme Anne-Marie Fritsch (UDF-rad), il retrouve son siège dès 1976 et est constamment réélu depuis. Sénateur depuis 1983, il perd son

SEINE-SAINT-DENIS

CLAUDE FUZIER

PS (9^e circ.), remplace M^{me} Véroline Nallet, nommée secrétaire d'Etat chargée de la consommation.

M. Claude Fuzier est né le 2 juin 1924 à Paris. Après une licence de lettres et un diplôme d'études supérieures d'histoire, il occupe un poste de cadre administratif aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) de 1947 à 1956, avant de devenir chargé de mission, pendant une année, au ministère des affaires sociales. Journaliste depuis 1957, M. Fuzier est éditeur à la *Populaire de Paris* (1958), rédacteur en chef de *Démocratie* (1961), et du *Populaire de Paris* (1963-1970). Secrétaire général de la fédération de la Seine de la SFIO (1956-1970), il entre à la direction nationale de ce parti en 1963. Conseiller municipal puis adjoint au maire de Bondy en 1965, il devient conseiller général en 1976 et maire l'année suivante, en même temps qu'il est élu sénateur. M. Fuzier a également été secrétaire général de la fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), parti dans lequel il a assumé des responsabilités jusqu'en 1971. Il a été battu aux élections sénatoriales de septembre 1986 en Seine-Saint-Denis.

YVELINES

JEAN GUIGNÉ

PS (7^e circ.), remplace M. Michel Rocard, nommé premier ministre.

Né le 5 mars 1933 à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), M. Jean Guigné est élu au conseil municipal de Conflans-Sainte-Hippoline en 1971, il occupe les fonctions d'adjoint au maire chargé des affaires culturelles.

Au Sénat

HAUTE-GARONNE

EUGÈNE BOYER

PS, remplace M. André Méric, nommé secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes et des victimes de guerre.

Né le 14 juin 1922 à Barcelonne (Espagne), M. Eugène Boyer est vétérinaire. Maire de Caraman (Haute-Garonne) depuis 1967, il représente, depuis la même année, ce canton au conseil général. Il siège depuis 1978 au conseil régional de Midi-Pyrénées, ayant occupé de 1981 à 1986 la vice-présidence déléguée à cette assemblée. Il était le suppléant de M. André Méric au Sénat depuis 1971.

MOSELLE

JEAN-ERIC BOUSCH

RPR, remplace M. Jean-Marie Raesch, nommé ministre du commerce extérieur.

Né le 30 septembre 1910 à Forbach (Moselle), M. Jean-Eric Bousch, ingénieur, est diplômé de l'École supérieure d'Electricité. Maire de sa ville natale depuis 1953, il représente ce canton au conseil général de 1949 à 1973. Alors battu par Mme Anne-Marie Fritsch (UDF-rad), il retrouve son siège dès 1976 et est constamment réélu depuis. Sénateur depuis 1983, il perd son

SEINE-SAINT-DENIS

CLAUDE FUZIER

PS (9^e circ.), remplace M^{me} Véroline Nallet, nommée secrétaire d'Etat chargée de la consommation.

M. Claude Fuzier est né le 2 juin 1924 à Paris. Après une licence de lettres et un diplôme d'études supérieures d'histoire, il occupe un poste de cadre administratif aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) de 1947 à 1956, avant de devenir chargé de mission, pendant une année, au ministère des affaires sociales. Journaliste depuis 1957, M. Fuzier est éditeur à la *Populaire de Paris* (1958), rédacteur en chef de *Démocratie* (1961), et du *Populaire de Paris* (1963-1970). Secrétaire général de la fédération de la Seine de la SFIO (1956-1970), il entre à la direction nationale de ce parti en 1963. Conseiller municipal puis adjoint au maire de Bondy en 1965, il devient conseiller général en 1976 et maire l'année suivante, en même temps qu'il est élu sénateur. M. Fuzier a également été secrétaire général de la fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), parti dans lequel il a assumé des responsabilités jusqu'en 1971. Il a été battu aux élections sénatoriales de septembre 1986 en Seine-Saint-Denis.

pal de cette commune depuis 1971 et occupe les fonctions d'adjoint au maire depuis 1983. Conseiller régional de Bourgogne de 1983 à 1986, il représente, depuis 1985, le canton d'Auxerre-Est à l'Assemblée départementale. Suppléant de M. Jean-Pierre Soisson à l'Assemblée nationale de 1981 à 1986, il entre à son tour au Palais-Bourbon et a déjà annoncé son intention de s'inscrire au groupe UDF.

LOIRE

LÉO GRÉZARD

PS (2^e circ.), remplace M. Henri Nallet, nommé ministre de l'agriculture et de la forêt.

Né le 31 janvier 1926 à Grenoble (Isère), M. Léo Gréizard est chef de service chirurgie de l'hôpital d'Avallon. Conseiller municipal d'Avallon depuis 1977, il représente également ce canton au conseil général depuis 1973. Elu député de l'Yonne en 1981, il ne s'est pas représenté aux élections législatives de 1986. Il était conseiller, maître à la Cour des comptes depuis 1986.

TERRITOIRE DE BELFORT

GILBERTE MARIN-MOSCOVITZ

PS (2^e circ.), remplace M. Jean-Pierre Chevènement, nommé ministre de la défense.

Né le 22 juin 1937 à Belfort, M^{me} Gilberte Marin-Moscovitz, secrétaire, a d'abord milité à la JOC puis à la CFDT, avant d'adhérer au Parti socialiste. Conseiller municipal de Belfort depuis 1977, elle représente, depuis 1982, le canton de Belfort-Sud au conseil général.

HAUTE-GARONNE

EUGÈNE BOYER

PS, remplace M. André Méric, nommé secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes et des victimes de guerre.

Né le 14 juin 1922 à Barcelonne (Espagne), M. Eugène Boyer est vétérinaire. Maire de Caraman (Haute-Garonne) depuis 1967, il représente, depuis la même année, ce canton au conseil général. Il siège depuis 1978 au conseil régional de Midi-Pyrénées, ayant occupé de 1981 à 1986 la vice-présidence déléguée à cette assemblée. Il était le suppléant de M. André Méric au Sénat depuis 1971.

MOSELLE

JEAN-ERIC BOUSCH

RPR, remplace M. Jean-Marie Raesch, nommé ministre du commerce extérieur.

Né le 30 septembre 1910 à Forbach (Moselle), M. Jean-Eric Bousch, ingénieur, est diplômé de l'École supérieure d'Electricité. Maire de sa ville natale depuis 1953, il représente ce canton au conseil général de 1949 à 1973. Alors battu par Mme Anne-Marie Fritsch (UDF-rad), il retrouve son siège dès 1976 et est constamment réélu depuis. Sénateur depuis 1983, il perd son

SEINE-SAINT-DENIS

CLAUDE FUZIER

PS (9^e circ.), remplace M^{me} Véroline Nallet, nommée secrétaire d'Etat chargée de la consommation.

M. Claude Fuzier est né le 2 juin 1924 à Paris. Après une licence de lettres et un diplôme d'études supérieures d'histoire, il occupe un poste de cadre administratif aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) de 1947 à 1956, avant de devenir chargé de mission, pendant une année, au ministère des affaires sociales. Journaliste depuis 1957, M. Fuzier est éditeur à la *Populaire de Paris* (1958), rédacteur en chef de *Démocratie* (1961), et du *Populaire de Paris* (1963-1970). Secrétaire général de la fédération de la Seine de la SFIO (1956-1970), il entre à la direction nationale de ce parti en 1963. Conseiller municipal puis adjoint au maire de Bondy en 1965, il devient conseiller général en 1976 et maire l'année suivante, en même temps qu'il est élu sénateur. M. Fuzier a également été secrétaire général de la fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), parti dans lequel il a assumé des responsabilités jusqu'en 1971. Il a été battu aux élections sénatoriales de septembre 1986 en Seine-Saint-Denis.

YVELINES

JEAN GUIGNÉ

PS (7^e circ.), remplace M. Michel Rocard, nommé premier ministre.

Né le 5 mars 1933 à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), M. Jean Guigné est élu au conseil municipal de Conflans-Sainte-Hippoline en 1971, il occupe les fonctions d'adjoint au maire chargé des affaires culturelles.

Société

MÉDECINE

Les médecins américains ne respecteront plus le secret médical pour les malades atteints de SIDA

Les médecins de la puissante Association médicale américaine (AMA) ont décidé, le 30 juin, au cours de leur convention, tenue à Chicago, de ne plus respecter le secret médical concernant les malades atteints de SIDA. Cette décision prévoit qu'un médecin cancérologue, dans un premier temps, de convaincre le malade pour qu'il avertisse son ou ses partenaires sexuels. En cas d'échec, le médecin devra prévenir les autorités. Si cette démarche échoue, il devra alors informer lui-même les personnes concernées.

« Pour la première fois, nous acceptons qu'un médecin puisse être amené à violer le secret médical concernant un patient », a déclaré M. James Davis,

le nouveau président de l'AMA. Cette décision, qui risque de remettre en question la relation de confiance entre le médecin et le malade, a été prise, d'après les membres de l'AMA, afin d'éviter le danger croissant que le syndrome immuno-déficitaire acquis représente pour la population. En effet, selon de récentes statistiques de l'OMS, les cas de SIDA dans le monde ont presque doublé en un an. Au 30 juin, 100 410 cas ont été recensés contre 53 121 un an plus tôt. Aux États-Unis, le pays le plus touché par l'épidémie, on a enregistré au cours des trois derniers mois une hausse de 5,7 % des cas dont le nombre s'élève actuellement à 65 099.

La fin de la confiance

La brèche que les responsables de l'Association médicale américaine viennent d'ouvrir dans le secret médical, qui constitue le plus solide garde-fou jamais établi dans l'intérêt du malade, est à n'en pas douter un événement inquiétant. On ne voit pas s'empêcher ce qui représente, du moins dans les pays démocratiques, la clé de voûte de l'exercice médical en même temps qu'un instrument essentiel au service des droits de l'homme et du patient. Tout se passe, en dépit des multiples avertissements lancés de part et d'autre, et notamment par les responsables du programme anti-SIDA de l'Organisation mondiale de la santé, comme si le courant « rétrograde » faisait chaque jour de nouveaux adeptes jusqu'au sein d'une association aussi avérée et aussi puissante que la célèbre Association médicale américaine.

Les motivations positives d'une telle décision sont en soi peu claires. Préoccupés par une épidémie qui plus que dans aucun autre pays prend chaque jour des dimensions d'une catastrophe, conscients de la progression inéluctable du fléau dans les années à venir et inquiets sans doute de l'impact au total relativement faible des campagnes, pourtant intensives outre-Atlantique, de prévention, les responsables médicaux américains pensent qu'une mesure de ce type est nécessaire. Ils estiment qu'elle sera de nature à freiner l'extension du mal, sans directement en limitant le nombre des cas de contamination homo et hétéro-

sexuelle, soit indirectement, en insistant de manière spectaculaire auprès de l'opinion publique sur les risques de transmission sexuelle de la maladie. Sans oublier la tendance actuelle à « criminaliser » cette affection, on peut raisonnablement douter de l'efficacité d'une telle mesure.

De quelle manière les médecins américains sauront-ils qu'ils ont réussi ou non à convaincre leur patient adepte ou cliniquement atteint d'informer du plus vite son ou ses partenaires sexuels ? De quels moyens disposeront les autorités locales auxquelles le praticien pourra faire appel ? Et, plus simplement, comment connaître l'identité du ou des partenaires sexuels d'un individu donné ?

On perçoit clairement que, pour qu'une telle mesure soit efficace, il faudrait en définitive parvenir à identifier non pas les hypothétiques partenaires sexuels mais bien le malade ou le séropositif lui-même. C'est tout le sens des quelques initiatives émanant de courants extrémistes, qui ont déjà proposé en Europe ou aux États-Unis le marquage (par tatouage notamment) des personnes contaminées.

Près de ces énormes difficultés pratiques, un tel système de « détection professionnelle » soulève de considérables questions sur les relations entre le médecin et son malade, relations dans lesquelles la confiance, au sein duquel, un rôle essentiel. En viendra-t-on un jour en France à de telles propositions ? La chose est

pour l'heure improbable. « Ce type de décision correspond à des mesures qui sont habituellement prises dans des pays non démocratiques », nous a déclaré le docteur Louis René, président du Conseil national de l'Ordre des médecins. Je suis vivement préoccupé et très inquiet par cette forme d'impérialisme médical, même si celui-ci est nourri au départ de bonnes intentions. Il conduit en définitive une communauté professionnelle à se placer au-dessus des lois. » Pour le docteur René, « (...) Une telle mesure fait que l'on entre précipitamment dans ce que l'Organisation mondiale de la santé avait toujours voulu éviter : la ségrégation des personnes contaminées. » « Comprenez-moi bien, ajoute-t-il, tout ce qui peut se faire d'intelligent, de digne et d'efficace pour contrôler la progression de cette épidémie doit être entrepris. Et je ne fais pas du secret médical un tabou. Mais je persiste à penser que ce secret est le meilleur témoignage du respect que le médecin porte à celui qui se confie à lui. »

Quelles que soient les raisons de politique interne qui peuvent l'expliquer, cette décision américaine constitue une inquiétante première. Elle illustre de la meilleure manière que les difficultés auxquelles sont et seront confrontés les régimes démocratiques tant qu'aucune thérapeutique efficace ne pourra être proposée — pour concilier les droits de l'homme et le contrôle d'un risque épidémique aux dimensions sans précédent.

JEAN-YVES NAU.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Mecir ne savait plus sur quel pied danser

Les demi-finales des championnats masculins de Wimbledon ont été l'occasion de coups de théâtre spectaculaires. Le vendredi 1^{er} juillet. Mené deux sets à rien par Miloslav Mecir, Stefan Edberg s'est imposé en remportant les trois dernières manches. Ivan Lendl a survécu pour sa part trois balles de match contre Boris Becker avant que la nuit n'ait interrompu la partie à deux sets à un en faveur du champion de 1985 et 1986. Celle-ci devait se poursuivre, le samedi 2 juillet, avant la finale dames Graf-Navratilova.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Un match n'est pas terminé tant que la dernière balle n'a pas été jouée. Cette lapalissade a pris tout son sens, le vendredi 1^{er} juillet, à l'occasion des demi-finales des championnats masculins de Wimbledon. Il aurait fallu être fou pour parier un penny sur les chances qui restaient à Stefan Edberg de disputer la finale quand Miloslav Mecir a eu trois balles de break au septième jeu du troisième set. Qui aurait douté qu'il s'agissait là de quelques balles de match ?

Depuis une heure et demie, le Tchecoslovaque menait le bal. Il laissait aller comme si cela avait été une valse. Les genoux fléchis tel Fred Astaire enlaçant Ginger Rogers, Mecir dansait plutôt qu'il ne jouait au tennis. Après la panique qu'il avait infligée à Mats Wilander, il semblait que le Tchecoslovaque allait, encore une fois, justifier sa réputation de « tueur de Suédois ». Quant à Edberg, il ne serait passé qu'une fois de plus à côté d'une grande occasion. Classé troisième mondial, le Suédois est en effet connu pour posséder une technique impeccable mais pour manquer d'agressivité. Cela avait été interprété comme une faiblesse. En clair, Edberg était catalogué « traqueur ».

« Eh bien ! Maintenant plus personne ne pourra dire que Stefan n'a rien dans le ventre », a déclaré Tony Pickard, son entraîneur. C'était le

moins qu'il pouvait dire. Car, mené 0-40 dans le fameux septième jeu, Edberg a réussi à conserver son service avec la ténacité du hussard qui charge sous la mitraille. L'espace et le temps dont Mecir avait semblé le maître se sont amenuisés, et le Suédois est arrivé à accélérer le cours des événements.

Pendant les troisième et quatrième manches, le Slovaque a eu, au total, douze fois l'occasion de prendre le service du Suédois. Sans y parvenir ! La troisième occasion a été la bonne au cinquième set. Cela ne lui a pas porté chance. Edberg a remporté les quatre jeux suivants, ne lui laissant que deux points. A force, le jongleur cassait en effet toute la vaisselle qui lui passait dans les mains. La balle de match par exemple : il a expédié dans le filet un lob trop court qui aurait dû lui assurer un point gagnant. Bref, Edberg a gagné à 17 h 15 une partie qu'il aurait dû perdre deux heures auparavant.

De tels renversements de situation restent très exceptionnels. Edberg en avait déjà réussi un en 1985 contre Wally Masur au quatrième tour des Internationaux d'Australie, qu'il devait ensuite gagner pour la première fois. Cela signifie-t-il qu'un an après avoir échoué au même stade de la compétition contre Ivan Lendl, il a désormais acquis la stature pour s'imposer à Wimbledon ? Cela ne constituerait pas une surprise pour les spécialistes en admiration devant son tennis depuis qu'il a réalisé le grand chelem juniors en 1983.

Combativité

Toutefois, bien qu'il ait seize tournois à son palmarès, le grand public ne l'a pas encore remarqué. Plus révélateur : Becker et Cash ont besoin de gardes du corps pour échapper à leurs groupies alors que Edberg peut se promener dans les allées du All England Club en toute quiétude. Est-ce à cause de son manque de tempérament sur le court ? S'il serre quelquefois le poing pour pousser un échange victorieux, Edberg reste aussi introverti que la majorité de ses compatriotes. Pourtant il se démarque de ceux-ci en de nombreux points. Il réside à Londres et non pas à Monaco comme la plu-

part d'entre eux. Son entraîneur est un ancien joueur de Coupe Davis anglais. Enfin, le gazon, sur lequel il a déjà gagné deux fois en Australie, est sa surface de prédilection. Il a d'autant plus de chances de s'y imposer qu'il a acquis à vingt-deux ans la combativité qui lui avait fait défaut jusqu'alors.

Quel que soit son adversaire — Lendl ou Becker — il en aura besoin en finale. L'Allemand de l'Ouest l'a battu neuf fois en treize matches et le futur Américain s'est imposé six fois en dix rencontres. Mais Edberg ne devrait connaître son ultime adversaire que samedi 2 juillet en début d'après-midi. La seconde demi-finale a été interrompue par la nuit, vendredi, alors que Becker avait eu trois balles de match au tie-break dans la troisième manche.

En mettant une volée dans le filet alors qu'il servait à 6-4 dans ce jeu décisif, l'Allemand de l'Ouest s'est laissé passer sa chance comme Mecir dans la demi-finale précédente ? En fait, la partie qui avait été monopolisée pendant les deux premières manches par Becker avait commencé à basculer au troisième jeu de ce set. Lendl avait servi à 0-40. Becker avait eu au total cinq occasions de faire le break. Il ne les avait pas matérialisées. Si Becker devait perdre pour la première fois sur le Centre Court, il ne faudrait pas en chercher ailleurs la raison. Mais samedi serait un autre jour. Et est-ce que la partie serait différente ?

En tout cas, les trois premiers sets ont dû faire jubiler Philippe Chatrier. La croisée que le président de la Fédération internationale de tennis a entreprise à Roland-Garros pour limiter à une balle le service a trouvé ici toute sa justification. Le bombardement auquel se sont livrés Becker et Lendl à l'engagement a détruit complètement le spectacle. Sans le suspense entretenu par le sursaut de Lendl, qui avait ainsi l'occasion de prendre une revanche sur la finale 1986, ce match aurait été affreusement soporifique.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS : S. Edberg (Sué. 1) b. M. Mecir (Tch. 2) 6-2, 6-4, 6-3. 6-4 : B. Becker (RFA, 6) - I. Lendl (Tch. 1) interrompu 6-4, 6-3, 6-7.

REPÈRES

Fraude

Un négociant en vins devant le tribunal correctionnel de Nantes

M. René-Claude Martin, cinquante-huit ans, importateur de vins de France, a comparu le jeudi 30 juin devant le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique) pour une affaire de fraude portant sur 75 000 hectolitres de vins vendus sous différentes appellations d'origine usurpées (le Monde du 14 avril 1987).

Le procureur de la République a requis une peine de dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis, 200 000 francs d'amende et des pénalités proportionnelles aux droits fraudés, estimés à 31 millions de francs par l'administration fiscale. M. Martin a reconnu une part de négligence. Il a en outre évoqué « la malveillance des concurrents qui auraient cherché à nuire à la réputation de son entreprise ». Le jugement a été mis en délibéré au 3 octobre prochain.

Pollution

Protestation des plaignants dans l'affaire Sandoz

Les avocats de sept plaignants contre Sandoz abandonnent la partie en signe de protestation. Ils estiment que le gérant de la chimie bâloise, pour obtenir un non-lieu et atténuer sa responsabilité dans la catastrophe de Schweizerhalle qui avait provoqué, en novembre 1986, une pollution du Rhin, gère la procédure.

Les avocats des plaignants dénoncent en particulier le comportement des autorités, qui leur ont refusé l'accès aux dossiers. Ils déclarent que la procédure pénale n'a pas été conduite avec impartialité et une volonté d'aboutir. La firme Sandoz jouent « un double jeu » vis-à-vis de l'opinion publique. D'un côté, dit l'un des avocats, elle affirme vouloir assumer les conséquences d'une catastrophe dont elle accepte la responsabilité, et, de l'autre, elle refuse toute responsabilité pénale.

JUSTICE

La catastrophe ferroviaire de Flaujac

Les peines de principe prononcées contre les cheminots s'expliquent par des attendus sévères pour la SNCF

CAHORS de notre envoyé spécial

C'est par de simples condamnations de principe que le tribunal de Cahors (Lot) a achevé le procès des deux cheminots inculpés après la collision ferroviaire de Flaujac d'octobre 1985. M. Yves Salens, trent-sept ans, a été condamné à un mois de prison avec sursis, et M. Charles Boudret, quarante-quatre ans, à quinze jours lui aussi, avec sursis. L'affaire avait été mise en délibéré le 10 juin dernier par le tribunal de grande instance de Cahors (le Monde daté 12-13 juin 1988). On notera cependant la sévérité des attendus concernant la SNCF, dont la responsabilité avait été dénoncée par toutes les parties.

Le 3 août 1985 le train Corail Paris-Aurillac et l'autorail Capdenac-Brive s'étaient percutés frontalement sur une voie unique entre les gares d'Assier et de Gramat (Lot). Bilan : trente et un morts, quatre-vingt-onze blessés. M. Yves Salens, chef de gare intérimaire à Assier, avait envoyé l'autorail qu'il aurait dû retenir. M. Charles Boudret, chef de gare intérimaire à Gramat, lui avait signalé l'arrivée du train dans l'autre sens dans des termes non réglementaires et facteurs d'erreurs. Tous deux devraient être inculpés d'homicide et blessures involontaires.

Dans des attendus extrêmement circonstanciés occupant plus de quarante pages, le tribunal de grande instance de Cahors a estimé que « l'erreur commise par les deux chefs de gare aurait pu être évitée par tout homme raisonnable et prudent placé dans la même circonstance ». Il estime, en effet, que la catastrophe fut la conséquence d'une « pluralité de causes » et que les deux inculpés n'avaient eu, à aucun moment, de « comportement socialement blâmable ». Leur acte « relevait plus de la défaillance que de la faute » et se trouvait par conséquent « à la limite de la responsabilité pénale ». D'où des sanctions que le président du tribunal, M. Pierre Guenneau, a dit « de principe ».

Le tribunal a, par contre, rejeté la demande de supplément d'informations formulée par les défenseurs des deux cheminots qui entendaient faire apparaître la responsabilité de la SNCF. M. Cohen-Seat, défenseur de M. Salens, ne se dit pas moins satisfait de cette « décision de bonne justice ». Le juge admet en effet la « pluralité des causes » de la catastrophe et, par conséquent, la réalité de ce que la défense voulait prouver : « L'imprévoyance de la SNCF ».

Le tribunal l'a d'ailleurs souligné : « Alors qu'elle avait connaissance des dangers et risques que représentait le système de sécurité, la SNCF a maintenu ces dispositifs en n'y apportant aucun remède ».

Les familles des victimes qui s'étaient portées partie civile auraient certes préféré « un partage des responsabilités entre la SNCF et les deux agents inculpés », mais le syndicat CGT des cheminots, dont plusieurs dizaines de militants étaient venus à Cahors écouter l'énoncé du jugement, se dit lui aussi satisfait, même si « les responsabilités sont à rechercher ailleurs que chez les cheminots, simples exécutants ».

Quoi qu'il en soit, le jugement de Cahors risque d'être très lu, alors que le jugement du tribunal de grande instance de Châteauroux concernant la catastrophe ferroviaire d'Argenton (quarante-trois morts le 31 août 1985) doit être prononcé le 20 juillet prochain, et que la collision de la gare de Lyon redonne une cruelle actualité aux questions touchant la sécurité ferroviaire.

GEORGES CHATAIN.

● L'assassinat du juge Michel : pourvu en cassation des deux condamnés. Condamnés l'un et l'autre à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une mesure de sûreté de dix-huit ans, François Girard, tenu pour commanditaire de l'assassinat du juge Pierre Michel, et François Cecchi, auteur des coups de feu, se sont pourvus en cassation contre cet arrêt de la cour d'appel des Bouches-du-Rhône.

La commission consultative des droits de l'homme condamne les modalités de l'expulsion en urgence absolue

La commission nationale consultative des droits de l'homme vient de rendre, après une réunion tenue jeudi 30 juin, un avis particulièrement critique envers la conception française du droit d'asile et la procédure administrative dite d'urgence absolue. Elle déclare notamment que cette procédure lui apparaît bien moins protectrice que les dispositions de la Convention de Genève en la matière.

Son avis, ainsi qu'un autre concernant les mutilations sexuelles, a été transmis au premier ministre.

En ce qui concerne la procédure d'urgence absolue, après avoir rappelé le « caractère exceptionnel des recours » formé contre la mesure d'expulsion, la commission souligne que, « en tout état de cause, on revient à la pratique traditionnelle suivie en la matière par les instances gouvernementales pendant plus de trente ans, selon laquelle une mesure d'expulsion était assortie d'une assignation à résidence même en cas d'urgence absolue invoquée ».

Pour la commission consultative, « au regard du droit, aucun texte international national ne commande pour les réfugiés une obligation de réserve ou de neutralité politique ».

La commission a exprimé aussi le souhait que la France qui accueille déjà deux cent mille réfugiés poursuive « un effort d'accueil multilatéral incompatible avec leurs capacités ». Il lui paraît enfin qu'« aucune exception ne saurait être tolérée au principe de non-refoulement, y compris à la frontière, d'un demandeur d'asile vers son pays d'origine » ou vers un pays « où il serait menacé ».

● Départ en vacances meurtrier sur les routes. — Les accidents de la route survenus en France au cours de la journée du vendredi 1^{er} juillet ont causé la mort de vingt-quatre personnes. Parmi ces derniers accidents, dus à une recrudescence du trafic en période de vacances conjuguée à de mauvaises conditions atmosphériques, on note une collision dans les Landes près de Mont-de-Marsan (quatre morts) et un carambolage en Seine-et-Marne sur l'autoroute A 8 à hauteur de Tournus (un mort et vingt-trois blessés).

RELIGIONS

Quatre nouveaux cardinaux nommés préfets de la curie romaine

Après le consistoire du 28 juin, à Rome, créant vingt-quatre nouveaux cardinaux et l'annonce concomitante par Jean-Paul II d'une réforme limitée de la curie romaine (le Monde daté du 30 juin), des nominations ont été rendues publiques, le vendredi 1^{er} juillet, par le Vatican. Elles concernent des diacres du « gouvernement » de l'Eglise catholique dont les cardinaux titulaires avaient atteint l'âge de la retraite (soixante-quinze ans).

Les biographies des nouveaux chefs de diocèse et nouveaux cardinaux avaient été publiées dans le Monde daté du 31 mai.

● Le cardinal Achille Silvestrini (Italie), ancien secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, devient préfet du Suprême tribunal de la signature apostolique, dont la juridiction s'étend aux affaires intéressant les concordats entre divers États et le Saint-Siège. Il remplace à ce poste le cardinal Aurelio Sabatini, né en 1912.

● Le cardinal Angelo Felici (Italie), ancien nonce apostolique à Paris, devient préfet de la congrégation pour la cause des saints, en remplacement du cardinal Pietro Palazzini, né en 1912.

● Le cardinal Eduardo Martínez-Somoza (Espagne), ancien substitut de la secrétairerie d'Etat, devient préfet des congrégations pour les sacrements et le culte divin, succédant au cardinal allemand Augustin Mayer, né en 1911.

● Le cardinal Antonio-María Javierre de Orta (Espagne), ancien secrétaire de la congrégation pour l'éducation catholique, est nommé président du conseil pontifical des archives du Vatican, en remplacement du cardinal autrichien Alfons Stickler, né en 1910.

Il faut noter le maintien à son poste de préfet du secrétariat à l'unité des chrétiens (appelé conseil de l'union des chrétiens) depuis la dernière réforme de la curie du cardinal Johannes Willebrandt, pour-tant né en 1909. Diverses rumeurs avaient fait état de sa succession par le cardinal Silvestrini. Compte tenu de l'actualité des dossiers traités (relations avec l'orthodoxie et avec le judaïsme), il semble que le pape n'ait pas voulu toucher à ce secteur-clé de l'occidentalisme.

Le Vatican prépare l'accueil des transfuges d'Ecône

La publication d'un texte du Vatican, sur la situation juridique nouvelle des prêtres de la Fraternité Saint-Pie X et des fidèles qui suivraient Mgr Lefebvre dans le schisme, annoncée pour le vendredi 1^{er} juillet, a été retardée de quelques jours. Toutefois, un dispositif d'accueil des prêtres et séminaristes traditionalistes, qui souhaiteraient se rallier à Jean-Paul II, est déjà envisagé. Un projet de séminaire international pour les jeunes traditionalistes est en cours de réalisation à Rome. Par ailleurs, conformément à l'accord du 5 mai dernier rejeté par Mgr Lefebvre, le Vatican pourrait maintenir le principe de la création d'une société de

prêtres traditionalistes, autorisés à utiliser la liturgie antérieure au concile Vatican II.

« J'aidrai tous ceux qui se soumettront », a déclaré pour sa part, le vendredi 1^{er} juillet, à Lyon, le cardinal Decourty, au cours d'une conférence de presse. Il a dit également : « c'est un mensonge que d'affirmer que j'ai demandé au pape de ne pas signer un accord avec Mgr Lefebvre. Je suis victime d'une calomnie ». De source intérieure, en effet, on laissait entendre que l'épiscopat français avait joué un rôle déterminant dans l'échec des négociations entre le Vatican et Mgr Lefebvre.

Jean-Luc Godard, ses films

De l'oscille en plus

L'amère porteuse

BA

A propos de la coupure publicitaire à la télévision

Jean-Luc Godard, ses films, sa plume et ses ciseaux

Suffit-il qu'une chaîne de télévision achète les droits de diffusion d'une œuvre cinématographique pour qu'elle ait le droit de couper ses droits ? On aurait pu le croire jusqu'ici, depuis que la loi portant réforme de l'audiovisuel du 30 septembre 1986 autorisait la coupure des films par un écran publicitaire, et un seul.

Les propos déterminés du nouveau premier ministre, M. Michel Rocard, lors de son discours de politique générale, le mercredi 29 juin, à l'Assemblée nationale — « le massacre des films à la télévision de la publicité... » — et ceux de son ministre de la culture et de la communi-

cation, M. Jack Lang, qui promet d'interdire cette pratique abusive, auront rassuré les cinéastes.

De son côté, Jean-Luc Godard, saisi ce printemps à deux reprises par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), qui lui demandait d'autoriser la coupure de deux de ses films programmés par TF 1 (pour Grandeur et décadence d'un petit commerce de cinéma à l'époque de la toute-puissance de la télévision) et M6 (pour A bout de souffle), menait, à sa façon, sa réflexion sur le sujet.

Il nous a fait parvenir un ensemble de documents dont nous publions ici l'essentiel. Il s'agit de deux lettres, l'une adressée telle quelle à TF 1, l'autre envoyée à la SACD, augmentée de neuf propositions d'insertion d'écrans publicitaires dans son film A bout de souffle. La place nous manque et nous oblige à ne publier qu'une seule de ces neuf propositions ainsi qu'un rassemblement de trois images, annotées de la main de Jean-Luc Godard, dénonçant l'inscription du logo d'Antenne 2 sur un film consacré aux camps de déportation.

O. S.

De l'oseille en plus

Dans sa lettre — datée du 27 juin — adressée à la Société des auteurs, Jean-Luc Godard, après avoir rappelé les droits et les devoirs d'un auteur de film, attaque le problème des coupures publicitaires à la télévision, à propos d'A bout de souffle et de l'unique coupure demandée par M6.

Je souhaite sincèrement non pas une mais six coupures publicitaires, de façon à imposer une notion de continuité et de variation et non une notion d'exclusion. Je vous joins ci-joint les croquis où il me semble que ces variations seraient les mieux placées, et je suis tout à fait prêt à en discuter devant une table de montage, vidéo je pense, avec le ou les responsables de M6 — je ne sais pourquoi, mais cette lettre et ce croquis me rappellent celui de l'arme favorite des GI's au Vietnam, mais il y a peut-être, Freud toujours, un écart dans mes souvenirs.

Pour la chaîne, qui je crois dispose de peu d'annonceurs encore par rapport à ses sœurs aînées, ils pourraient offrir d'autres écrans gratuits à d'autres annonceurs, et si cela fait de l'oseille en plus — terme que j'emploie à l'époque lorsque je soumettais à M. de Beauregard du succès à l'entreprise — pourquoi ne pas la partager en trois parts égales, une pour la chaîne, une pour les autres œuvres de la SACD, et une pour votre service — je me permets de vous faire souvenir du mot de M. Jean-Louis Barrault à

M. André Malraux lorsque ce dernier envoyait les CRS pour dégrader l'Odéon : serviteur, oui, valet, non. Vous voyez bien qu'il faut plus que oui/non pour rester des hommes vaguement libres.

Ce que je désirerais aussi, c'est que cet affreux logo de M6 ne soit pas inscrit sur le haut de l'image, ni ailleurs, et, si j'en crois le texte publié au Journal officiel, cela est interdit par la loi. Néanmoins, comprenant le souci de M6 de ne pas se faire oublier de ses spectateurs, je propose de mettre en intertitres, faciles à composer en vidéo lors des opérations de télé-cinéma, les mots « aime six », qui ajouteraient du mystère à ce film que j'avais pris pour un remake d'une série à l'américaine, et qui n'était qu'une nouvelle version d'Alice au pays des merveilles.

En souhaitant avoir répondu le mieux possible à votre demande et un plus large débat autour des droits et des devoirs des auteurs de films, je vous prie de croire à toute ma considération et à mes remerciements pour votre travail — les chèques viennent toujours très tardivement après le passage des œuvres sur les antennes ou les câbles, mais j'imagine que la bureaucratie des chaînes doit être plus importante que la vôtre. N'est-ce pas M. Franz Kafka qui disait que toute l'histoire de l'humanité est inscrite sur le papier à en-tête des ministères.

JEAN-LUC GODARD.

« L'amère porteuse »

M. Jean-Luc Godard a adressé, le 12 mars 1988, à M. Arnaud Tenez, directeur de l'Action artistique à TF 1, la lettre suivante :

Je me permets de vous donner mon sentiment sur le souhait de TF 1 d'insérer un « écran publicitaire » à l'intérieur de la diffusion de « Grandeur et décadence d'un petit commerce de cinéma ».

D'un point de vue artistique, je regrette que TF 1 ne puisse pas insérer davantage d'écrans publicitaires au cours de la diffusion de cette œuvre qui le mérite, et ce qui serait parfaitement en rapport avec le sujet.

Nous pouvons vous indiquer plusieurs passages où l'insertion d'un écran publicitaire serait fort utile, soit à cacher le jeu outré de l'acteur principal, soit une faiblesse de découpage ou d'éclairage.

Ces écrans pourraient être la plupart du temps soit muets, soit sonores, et je me ferais un réel plaisir d'en indiquer les emplacements possibles à votre service.

Bien entendu, il faudra choisir d'un commun accord les écrans publicitaires destinés à être insérés lors de la diffusion, et pour leur bien, et pour celui de « l'amère porteuse ».

Je vous prie, cher monsieur, de croire que je vous écris ces propositions hors d'usage de toute bonne foi. La publicité sous toutes ses formes fait partie de la réalité quotidienne de notre monde occidental, et il semblerait étrange que le cinéma, qui retransmet certaines données de ce monde, ne puisse également accueillir avec affection certaines « réclames », et doive les exclure au nom de ce qu'il appelle l'art.

Il importe donc de pouvoir choisir pour le cinéaste non seulement l'espace et le temps de la coupe, mais le ton et le style de l'œuvre publicitaire elle-même, en accord avec le propriétaire, de façon à faire de cette coupure une liaison pour le bien commun des deux œuvres.

Dans le cas présent, dans le souci de faire partager au coproducteur du film — c'est-à-dire TF 1 — des recettes supplémentaires, je suggère de redistribuer un pourcen-

tage à fixer entre les différents coproducteurs — Hamster, TF 1 et nous —, même prélevé sur le prix fixé par la chaîne pour cette ou ces insertions diverses.

Je pense que cette position est infiniment plus saine que celle défendue par la SACD et la société des réalisateurs, à qui est envoyée copie de cette lettre, car de même que la production et la diffusion ne doivent pas appartenir à quelques-uns des lors qu'il s'agit de films, de même dès lors qu'il s'agit de films publicitaires.

JEAN-LUC GODARD.



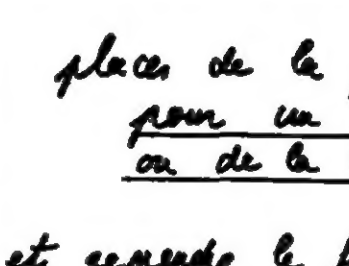
Voilà : il a dit : vous êtes vraiment une dégoûtante.



Patricia : Qu'est-ce que c'est « dégoûtante » ?



Une des neuf propositions de Jean-Luc Godard pour l'insertion de publicité dans A bout de souffle.



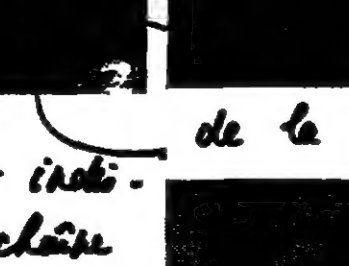
places de la publicité pour un rectangle de la caméra

et reprendre le film juste avant le mot fini.

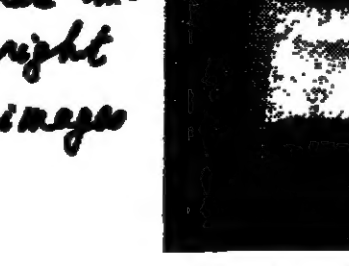
L'une des neuf propositions de Jean-Luc Godard pour l'insertion de publicité dans A bout de souffle.



de la nuit



était-il vraiment insaisissable qu'une chaîne de qualité nationale imprime son copyright sur les pauvres images



et de travailler

CINÉMA

« La Vieille Dame indigne », de René Allio

Le bonheur au troisième âge

Le film a vingt-quatre ans et la vieille dame en a soixante-dix. Ni l'un ni l'autre n'ont pris une ride.

Mme Bertini a soixante-dix ans à la mort de son mari. Elle vivait avec lui dans une petite maison de la banlieue de Marseille, attendant à l'entreprise artisanale où il a travaillé. Mme Bertini a élevé cinq enfants. Elle est toujours restée dans l'ombre de sa famille, elle n'est pratiquement pas sortie du quartier. Maintenant, elle écoute ses enfants, réunis pour les fêtes et qui discutent de son sort. Elle veut rester seule.

Elle va s'embarquer. Mais au soir, elle a envie d'entrer dans un cinéma. Quelque chose change. Et la vieille dame va se mettre à vivre. Jusqu'à devenir « indigne » aux yeux de son fils, parce qu'elle vend tout ce qui lui reste, parce qu'elle offre des robes à Rosalie, une serveuse de restaurant qui a mauvais genre, et achète une 2 CV que Rosalie conduira.

La Vieille Dame indigne est un film simple et merveilleux qui, en vingt-quatre ans, n'a pas pris une ride. Ce film fait chaud au cœur, rend heureux, comme aujourd'hui, Bagdad café de Percy Adlon. René Allio est pourtant du mal à trouver un producteur pour le réaliser. On se méfiait de ce décorateur de théâtre, pourtant célèbre, qui, à quarante ans, voulait jouer à l'auteur de cinéma nouvelle vague. On se méfiait d'un scénario tiré d'une des Nouvelles d'Alphonse Bertoli Brecht (trop intellectuelle, cette histoire !), de l'absence de vedettes dans la distribution prévue, Actrice de théâtre depuis le début du siècle, Sylvie avait interprété de nombreux

secondes rôles au cinéma. Elle avait plus de quatre-vingts ans. Pourrait-on montrer un film sur son nom ? Non. René Allio n'avait qu'à prendre l'Anglaise Margaret Rutherford, tout juste un peu plus jeune et ressemblant à Michel Simon, mais bien comme pour ses compositions de la Miss Marple d'Agatha Christie. Ou Danièle Darrieux ! Allio s'obstina. Il arriva à ses fins.

Le succès commercial de la Vieille Dame indigne (500 000 entrées pour la sortie Paris-province) fut instantané. Il faut croire que le film était dans l'air du temps. La ville de Marseille a échappé enfin au folklore de Pagnol et des films policiers. La mise en scène s'était gardée de la « distanciation brechtienne » (ce ne sera pas le cas dans le film suivant d'Allio, l'Une et l'Autre) pour s'attacher aux gestes du quotidien, à la description juste d'une société en transformation, des rapports familiaux en train de changer comme les mœurs, au portrait d'une femme qui, refusant soudain les conventions sociales et le sort du « troisième âge », goûte à tout ce qu'elle n'a pas connu.

Sylvie est entrée dans le rôle, à croire qu'elle avait toujours été Mme Bertini. Vieillesse résignée puis malicieuse, dans sa longue robe noire, ses bas de coton noir, ses souliers plats, avec le chapeau « à manger de la tarte » posé sur son chignon, elle irradie d'une chaleur humaine que lui retourne Malka Ribovska, cette Rosalie qui se moque du qu'en-dira-t-on, Jean Bonine, le coiffeur anarchiste et philosophe, Victor Lanoux, le politicien qui comprend tout. Aujourd'hui comme en 1965, le bonheur de Sylvie nous émeut.

JACQUES SICIER.

« Contrainte par corps », de Serge Leroy

An Portugal, la jolie Claire (Marianne Basler) a le tort de dévoiler un peu de sa personne, sur une plage, sous les yeux du commissaire Vittorio Mezzogiorno. Il essaie de la faire condamner, faux témoin à l'appel, pour outrage à la pudeur. En vain. Et se venge en glissant un sachet de drogue dans son sac. Elle en prend pour quinze ans. On passe alors du merveilleux au surréalisme porno soft. Dans sa belle prison ensablée, toute blanche, Marianne (minijupe et bustier ballant) rencontre Catherine Wilkening (bronze, boléro déchiré, short effrangé au ras des épaules) et une bande de filles droguées, putes, etc., toutes plus ravissantes les unes que les autres jusqu'à l'impression-

nante Lisette Malidor en lesbienne de cabaret (et de choc), un peu rude mais bonne fille. Tout ce harem de rêve se papouille et suce le tuyau de gaz pour rêver un peu, tandis que le commissaire Mezzogiorno, implacable, apporte à sa victime des gâteaux faits par sa vieille mère. Il a l'air complètement rongé la plupart du temps, son beau regard fixé sur un lointain idéal féminin (elle se donne du mal et fait bien des petites mines, la pulpeuse Marianne) ; on fait là l'air de pleurer tout seul dans son coin. Il en lèche même carrément, à la fin. C'est un drame psychologique de Serge Leroy.

MICHEL BRAUDEAU.

MUSIQUES

« Nuits blanches pour la musique noire » à Marseille

La partition du métissage

Zoulous et Africains de l'Ouest affirment leur identité au-dessus du Vieux-Port.

Johnny Clegg n'est pas à l'affiche des « Nuits blanches pour la musique noire », qui se tiennent, jusqu'au dimanche 3 juillet, au Théâtre du Pharo, au cœur de Marseille, dominant le port et témoin des vagues successives des différentes communautés arrivées dans la vieille cité phocéenne. Mais ses amis zoulous ont cependant frappé les trois coups d'un festival de musiques africaines diverses et variées.

Après avoir parcouru, dans la journée, la Cannebière avec leurs brassards lancés de jantes et leurs pirotechnies portées par le rythme des tambours, les douze danseurs du groupe Umzansi Zulu War Dancers ont offert un court spectacle de chants doux et de danses guerrières. Mahlatini, le chanteur de Soweto à la voix rauque, si grave et si paisible à la fois, et les Mahotella Queens, trois femmes de quarante-cinq ans, pleines de verve, d'énergie et de swing, ont livré ensuite une musique joyeuse et caustique, synthèse des chants traditionnels d'Afrique du

Sud, de la musique des rues et du « soul » américain.

Nuit blanche pour la musique noire est un festival qui a pour originalité de présenter des musiques à l'identité multiple, de jouer sans parti pris la partition du métissage, et de faire découvrir aussi des groupes encore inconnus en France. Ainsi l'ensemble Umzansi Zulu War Dancers, mais encore Têtes brülées, un quatuor camerounais qui fait resurgir d'un rythme ancestral le békété, une musique nouvelle d'une rare intensité et qui cherche à échauffer des ponts avec le monde moderne.

Le samedi 2 juillet, deux griots bien connus à présent dans l'Hexagone sont à l'affiche du Théâtre du Pharo : Kante Manfila, le malien alchimiste des sons et conteur de quelques-unes des plus belles légendes rythmiques de l'Afrique de l'Ouest, et Mory Kanté, fidèle à la tradition mandingue et flirtant avec un rock aujourd'hui parfaitement assimilé. Dimanche, le chanteur sénégalais Imaël Lo et le Gabonais Pierre Akendengué, pionnier de la musique noire africaine, prendront à leur tour la piste d'envol des émotions ethniques.

CLAUDE FLÉOUTER.

MARIN KARWITZ PRODUCTIONS

BARBEROUSSE

un film de AKIRA KUROSAWA

SEUL AU 14 JUILLET PARNASSE

Copie neuve V.O.

par le réalisateur de « DERSOU OUZALA »

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JEANINE TRUCHOT A DISPARU. Café d'Edgar (43-20-85-11) (sam.), 22 h 30.
MY NAME IS LOLITA. Edgar II (43-20-85-11) (sam.), 20 h 15.
LES BONNES. Théâtre de la Main d'Or (48-05-67-89). Salle II, sam., 20 h 30.
GRANDE FÊTE DE NUIT DE VERSAILLES. Parc du château, bassin de Neptune (39-50-36-22), uniquement le samedi à 22 h 15.

Les autres salles

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-89-43-22). La Colonne: 20 h 30.
BERRY (43-57-51-55). Poèmes: 18 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-06-60-24). Si jamais je te plonge: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vous... la guère L.: 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (43-81-00-11). Voltaire Folies: 19 h 30 et 21 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser: 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Jeu de l'Amour et du Hasard suivi par Le Jeu de la Mort: 20 h 30, dim. 20 h 30. Le Jeu de l'Amour et du Hasard: 20 h 30, dim. 20 h 30. P. Dim. Le Bourgeois gentilhomme: 14 h.
CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Bérénice: 20 h 30, dim. 17 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes: Cadres: 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire: 22 h.
ESPACE ACTEUR (42-23-90-90). Le Prince travesti l'ivoire Festival de la butte Montmartre: 21 h.
ESPACE MARAIS (43-71-10-19). La Mouette: 20 h 30, dim. 19 h 30.
FONTAINE (40-74-74-60). Chant dans la nuit: 15 h, dim. 15 h, mer., ven. 18 h 30. Concours de circonstances: 18 h et 21 h.
GUCHET MONTMARTRE (43-27-86-41). La Bonne Époque: 20 h 30.
HOTEL DE LA MONNAIE (SALLE DUPRE) (40-46-56-66). L'Épave: 20 h 30. A quel rythme les jours s'écoulent: 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. Le Lézard: 20 h 30.
LA BASILLE (43-57-42-14). Voyage autour de ma chambre: 19 h 30. Trois voyageurs regardent un lever de Soleil: 21 h.
LA BEUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall): 21 h, dim. 15 h.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-90). Bien désigné autour des oreilles, s'il vous plaît: 20 h. Pierre Pichon: 21 h 45.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Si on n'est pas le noir juste une minute: 18 h 30 et 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (44-54-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 20 h.

Samedi 2 - Dimanche 3 juillet

BERCY, dimanche, journée de clôture du congrès. 14 h, concert de différents chorales (chorale d'enfants de Dresde, 12 000 choristes).
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Musique électroacoustique, 18 h 30, sam. Œuvres de P. Schöffer, P. Henry (sam.). Œuvres de Stockhausen, Kagel, Koenig, Elmer (lan.). Entrée libre. Dans le cadre de Musique années 50, sam. 21 h: Nuit de musique et de danse africaines (Congo, Sénégal, Antilles...) 90 F.

ÉGLISE DES BILLETTES. Anne Richard, Philippe Leca, 10 h, dim. Chant orgue. Œuvres de Campra, Boissière, Boissière. Entrée libre.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE. Les trompettes de Versailles, 21 h, sam. 17 h, dim. Œuvres de Mouret, Haendel, Lully.
ÉGLISE SAINT-MERCI. Gruppo Canonicato A. Correlli, 16 h, dim. Flûte, cello, clavier. Œuvres de Telemann, Bach, Haendel, Vivaldi. Entrée libre.
ÉGLISE SAINT-SEVERIN. 21 h, cantate en forme de comédie.
MUSÉE D'ORSAY (40-49-48-14). Annick Chartreux, Benoît Ducrot.

Tous les dim. 16 h. Pisto, E. Conquer (v.), E. Watelle (v.). Entrée libre.

NOTRE-DAME DE PARIS sam. 20 h 30: Vêpres de l'Immaculée; Patricia Snyder, 17 h 45 dim. Orgue. Œuvres de Widor. Entrée libre.

PALAS OMNISPORTS PARIS. BERCY (43-46-12-21) Choral de France, 15 h, sam. dim. Concerts donnés par plusieurs chorales françaises. Entrée libre.

PYRAMIDE DU LOUVRE. cour Napoléon, Orchestre national de France, 22 h, dim. Dir. Pierre Boulez. Œuvres de Debussy, Wagner, Berlioz, Ravel. Entrée libre.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Art antique de Paris. 19 h 15 dim. 21 h 15 dim. Joseph Sager (contemporain), Michel Saviolet (11. croustille, bouillabaisse), Raymond Couët (luth, psalmodie).

THÉÂTRE DES ARÈNES DE MONTMARTRE (43-23-90-90). Ensemble instrumental à vent, 21 h 30, sam. Œuvres de Mozart, Haydn, Gounod. Dans le cadre de Festival de la butte Montmartre.

THÉÂTRE FONTAINE (42-74-74-40). Carles Yves Rault, 18 h 30, dim. Pisto, Angèle de Berthouze, Chopin, Grandjean, De Falla.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-34-34)

SAMEDI
 Ben-Hur (1959), de William Wyler, 15 h; Quatre Gars dans le vent (1964, v.o.), de Richard Lester, 19 h; Women of Twilight (1952, v.o.), de Gordon Parry, 21 h.

DIMANCHE
 Le Docteur Mabius (1922), de Fritz Lang, 15 h; Bruno Building (1970, v.o.), de Robert F. Mays, 19 h; Prémiers (1978, v.o.), d'Hervé de Larosière, 21 h 15.

SAMEDI
 Le Cinéma français des années cinquante: la Fèvre monte à El Pao (1959), de Luis Buñuel, 14 h 30; le Saboteur du Val de Loire (1956), de Jacques Denys, les Amants (1958), de Louis Malle, 17 h 30; Si Versailles m'était conté... (1953), de Sacha Guitry, 20 h 30.

DIMANCHE
 Le Cinéma français des années cinquante: la Fèvre monte à El Pao (1959), de Luis Buñuel, 14 h 30; le Saboteur du Val de Loire (1956), de Jacques Denys, les Amants (1958), de Louis Malle, 17 h 30; Si Versailles m'était conté... (1953), de Sacha Guitry, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

DIMANCHE
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Burel: Louis Burel (1964) de Robert Gassier, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, le Charnier discret de la bourgeoisie Valé, 20 h 30.

SAMEDI
 Les artistes étrangers aiment toujours Paris: Acafé des artistes: Acafé des artistes, Gaumont, 12 h 30; Cile et Didi: le Photographe de Picasso, Bruni (1965) de Francis Wain, Bruni (1971) de Claude Gallot, Maa Ray (1961) de Claude Payard, 14 h 30; Les Années, Chronique de Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie Drot, Enquête sur Modigliani (1965) de Jean

Régions

Un sondage pour « le Monde » et les Caisses d'épargne

Les nouveaux maires

L'Institut CSA a réalisé, pour le Centre national des caisses d'épargne (CENCEP) et le Monde, un sondage auprès des maires des communes de plus de deux mille habitants (1) sur le thème « Le métier de maire dans la mutation économique ». Ses conclusions rejoignent sur plusieurs points celles d'un précédent sondage, effectué aussi pour notre journal, dans lequel il était demandé aux Français d'apprécier le fonctionnement des services locaux (le Monde daté 19-20 et 26-27 juin). Elles permettent de dresser une sorte de portrait-robot des maires d'aujourd'hui, qui de plus en plus sont des professionnels, très préoccupés par les problèmes économiques, qu'ils traitent de façon réaliste mais très prudente.

40 % des maires sont occupés à plein temps par leur fonction municipale, 47 % à mi-temps. Mais le plein temps est la règle pour 72 % des maires des villes de plus de vingt mille habitants. D'où cette revendication prioritaire pour 54 % d'entre eux : il faut mettre en place un statut de l'élu local. En outre, 86 % des maires pensent que, lors des élections municipales, ils seront jugés sur la qualité de leur gestion, et 7 % seulement sur leur étiquette politique.

Le discours de l'entrepreneur

Si tous les maires estiment que tous les crédits d'intervention sont appelés à augmenter dans les prochaines années, une large majorité d'entre eux pensent que cette augmentation s'appliquera surtout aux budgets d'aide sociale et économiques. Avec en conclusion une priorité : l'aide aux entreprises et à la création d'emploi, au prix d'un relèvement des impôts locaux, est acceptée par 51 % des maires.

Priorité à l'aide sociale et à l'action économique

QUESTION : Si vous pensez à ce qui va se passer dans les années qui viennent, pouvez-vous me dire, dans chacun de ces secteurs, si vous pensez que le montant des crédits à consentir par votre commune va augmenter, va diminuer ou va rester stable.

	Augmenter %	Diminuer %	Stable %	NSPP %
L'assainissement	43	11	43	3
L'amélioration de la circulation automobile	60	3	34	3
L'équipement rural	31	6	33	28
La formation professionnelle	62	1	20	17
L'aide sociale	78	2	16	3
L'action économique	72	3	19	6
L'aide aux écoles	51	4	44	1
La télévision par câble	36	2	11	51
Les transports en commun	40	3	38	19
Le sport (piscines, tennis, stades)	66	2	31	1
Les crèches, garderies	48	3	37	12
Les maisons de retraite	44	3	31	12

A noter que la TV par câble est plus souvent citée comme un secteur dans lequel les crédits vont augmenter par les maires des communes de plus de 20 000 habitants (55 %), de même que les transports en commun (45 %).

Ce sondage a été réalisé du 6 au 13 juin 1988 auprès d'un échantillon national de 501 maires, représentatifs des maires des communes de plus de 2 000 habitants. Rappelons que sur les 35 632 communes françaises, 26 732 comptent moins de 700 habitants, et 6 621 de 700 à 2 000 habitants.

Qu'il le veuille ou non, le maire est donc devenu un agent économique confronté, comme ses mandants, aux difficultés nées de la crise. Comment envisage-t-il d'intervenir ?

C'est un réaliste, et il a été conduit, même s'il est de gauche, à accepter des pans entiers du discours de l'entrepreneur. Mais il reste prudent, c'est-à-dire soucieux de respecter un certain nombre de valeurs traditionnelles ou — même s'il est de droite — modernes.

Un exemple : il faut aider les entreprises créatrices d'emplois, mais comment ? D'abord, par des allègements d'impôts, la création de zones industrielles ou la mise en place d'activités de formation, mais on restera très circonspect lorsqu'il faudra envisager d'entrer dans le capital d'entreprises privées.

Dans un autre sens, si l'action économique est prioritaire pour la majorité des maires, elle l'est moins que l'aide sociale, qui met en œuvre les actions de solidarité.

Le fameux débat sur la privatisation ou non des services publics suscite aussi des réactions très révélatrices. Globalement, les maires restent très majoritairement favorables à une gestion publique ou semipublique des services de la commune. Toutefois, l'idée d'une prise en charge par les entreprises privées, relayées éventuellement par une société d'économie mixte, fait son chemin, en particulier dans des secteurs plus nouveaux : télévision par câble, transports modernes, téléalarme... Et, sur ce point, les maires paraissent, en général, plus « audacieux » que leurs administrés.

Même démarche contrastée enfin pour ce qui concerne l'attitude des responsables municipaux vis-à-vis des établissements financiers auxquels ils font appel, dont ils estiment, presque unanimement (pour 90 %), qu'ils « comprennent assez bien leurs besoins ». Mais, preuve d'audace, si 79 % des maires se déclarent prêts à emprunter sur les marchés européens, 70 % d'entre eux, marqués de prudence, préfèrent, parmi les produits qu'on leur propose, les prêts à taux fixe.

Les jeunes moins prudents

Ce sont là des réactions globales dans lesquelles les divergences politiques interviennent finalement assez peu, en tout cas beaucoup moins que les différences d'âge. En général — on s'en

serait douté — les jeunes maires (moins de cinquante ans) paraissent plus favorables aux interventions économiques, à la gestion privée et à l'utilisation de nouveaux services financiers.

L'ensemble des résultats de ce sondage a été commenté et discuté à l'issue de l'université d'été que le CENCEP vient d'organiser à La Baule à l'intention de ses cadres. Les Caisses d'épargne, qui ont toujours été très près du terrain et ont acquis, l'an dernier, la possibilité d'intervenir dans le secteur de l'entreprise, souhaitent, comme l'a rappelé Jean-Pierre Thiollon, président du directoire du CENCEP, confirmer leur vocation de « banquiers de l'économie locale ». Elles ont pour cela le plus grand besoin d'avoir une meilleure connaissance des soucis de leurs principaux clients.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

Préférence pour le public

QUESTION : Pour chacun de ces secteurs, préférez-vous qu'il soit assuré par le service public, ou préférez-vous qu'il soit assuré par une entreprise privée, ou encore par une société d'économie mixte ?

	Public %	Privé %	Economie mixte %	NSPP %
Cantines scolaires	85	20	11	4
Distribution de l'eau	46	37	14	3
Télévision par câble	18	37	14	31
Maisons de retraite	52	24	18	6
Environnement des ordures ménagères	53	35	11	1
Transports dans la commune	31	39	14	16
Aide aux personnes âgées à domicile	64	17	17	2
Téléalarmes	39	31	14	16
Etat civil	98	1	1	—
Piscine	56	19	11	12
Crèches, garderies	69	11	11	9

Si l'on ajoute la réponse « entreprise privée » et la réponse « économie mixte », on s'aperçoit que plus d'un maire sur deux préfère aujourd'hui une « démunipalisation », totale ou partielle, de la gestion des services transports, distribution de l'eau et TV par câble.

Les sympathies politiques des maires jouent ici beaucoup. Concernant par exemple les cantines scolaires, 94 % des maires PC sont attachés à leur gestion publique, de même que 77 % des maires PS. S'agissant des transports dans la commune, 26 % des maires communistes sont favorables à leur gestion privée, et 16 % à une gestion par une entreprise d'économie mixte.

La taille de la commune influe aussi. Les maires des communes de plus de 20 000 habitants sont plus attachés à une gestion publique des cantines scolaires (83 %), des maisons de retraite (62 %), de l'aide aux personnes âgées (64 %), des téléalarmes (59 %), des piscines (76 %), des crèches et garderies (83 %).

Il faut aider les entreprises

QUESTION : D'après vous, dans les années qui viennent, pensez-vous que votre municipalité devra plus intervenir pour aider les entreprises et l'emploi au niveau local, même si cela coûte un peu plus cher aux habitants en impôts locaux ?

OUI	51 %	NON	46 %	Ne se prononçant pas	4 %
-----	------	-----	------	----------------------	-----

QUESTIONS : Sous quelles formes ?

	Oui %	Non %	NSPP %	Total
Création de zones industrielles	86	13	1	100
Aide aux entreprises en difficulté	46	51	4	100
Mise en place d'activités de formation	74	22	4	100
Attribution d'allègements d'impôt ou d'aides aux entreprises venant s'installer dans la commune	69	10	1	100
Garanties d'emprunt	51	44	5	100
Entrée de la commune dans le capital d'entreprises privées	19	77	4	100

Cette question opère un clivage entre deux parts à peu près équivalentes de l'échantillon national de maires. Les plus convaincus de la nécessité de l'intervention des communes en faveur des entreprises et de l'emploi, fût-ce au prix d'une augmentation des impôts locaux, sont les maires socialistes (71 %), plus que les UDF (55 %), RPR (45 %), sans étiquette (45 %) ou PC (42 %).

Les maires des communes de plus de 20 000 habitants sont également plus acquis à cette évolution (59 %), ainsi que les maires les plus jeunes (59 % des moins de cinquante ans).

AUVERGNE

Montluçon se fait connaître

Vallée de Montluçon Développement, est une nouvelle structure destinée à accueillir les entreprises nationales et internationales, qui vient d'être créée dans l'Allier par la ville de Montluçon, la chambre de commerce et d'industrie de Montluçon-Gaunet et onze petites villes ou villages de la région.

Montluçon (60 000 habitants) a ainsi choisi selon son maire Pierre Goldberg (député PC) de dépasser les clivages politiques « pour développer les adaptations économiques, sociales et culturelles ».

Un cabinet de conseils parisiens est chargé d'une campagne nationale et internationale de promotion destinée à mettre en valeur le savoir-faire de ce vieux bassin industriel qui s'est depuis ces dernières années largement modernisé et équipé.

BOURGOGNE

Rencontre au Clos de Vougeot

Dans le château du Clos de Vougeot, en plein cœur du plus prestigieux des vignobles de Bourgogne, 75 entreprises bourguignonnes ont reçu durant deux jours, les 15 et 16 juin, 100 acheteurs venus de Norvège, de Suède, de Finlande, du Danemark, d'Irlande, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Belgique, de RFA, d'Autriche, de Suisse, d'Italie, de Grèce, d'Espagne et du Japon.

Le conseil régional de Bourgogne, le Crédit agricole et la société Air France ont pris en charge totalement ces visiteurs. Chaque entreprise bourguignonne participante disposait d'un stand où elle a pu exposer ses produits ; des rencontres étaient organisées entre vendeurs et acheteurs.

BRETAGNE

La ferme à saumons retardée

Le projet SALMOR d'élevage industriel de saumons en baie de

Morlaix est repoussé à l'année prochaine (le Monde du 23 février). Les promoteurs du premier grand programme aquacole français, des industriels du Finistère-Nord et la société norvégienne Scanfarm, ont obtenu la concession de culture marine de l'administration, mais il leur manque l'autorisation d'exploitation. La procédure d'installation classée ne devrait être terminée qu'à la mi-septembre. Or il aurait fallu que les jeunes saumons norvégiens soient mis dans leur nouvel élément avant l'été.

Malgré ce contretemps, les finisseurs de SALMOR affirment leur volonté de créer cet élevage, qui doit se faire dans la coque d'un bateau mouillé en pleine mer, ce qui constituerait une première mondiale ; et une barge de 16 000 tonnes ainsi qu'un navire ravitailleur ont déjà été achetés.

Alcootests en flèche

Les dépistages d'alcootest effectués en 1987 montrent que les habitants du Morbihan sont les moins sobres des conducteurs français. Sur cent automobilistes contrôlés, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), plus de quatre ont franchi le seuil fatidique de 0,8 gramme d'alcool par litre de sang.

Dans sept autres départements, le pourcentage des dépistages positifs s'est révélé supérieur à 2 % : Maine-et-Loire (3,37 %), Finistère (3,33 %), Gers (3,03 %), Côtes-du-Nord (2,73 %), Vendée (2,52 %), Gironde (2,43 %), Ile-et-Vilaine (2,25 %).

Parmi les régions qui comptent le plus faible pourcentage de conducteurs en infraction, le Territoire de Belfort arrive en tête avec 0,05 % de dépistages positifs. Viennent ensuite le département des Hautes-Alpes (0,07 %), l'Essonne (0,08 %), la Seine-Saint-Denis (0,11 %) et la Lozère (0,12 %).

HAUTE-NORMANDIE

Un palais des congrès à Evreux

Le conseil municipal d'Evreux (45 000 habitants), conduit par Roland Plaisance (PC), a adopté le

principe de construction d'un palais des congrès intitulé Espace de culture et de communication. Pour 50 millions de francs l'ensemble sera composé d'une salle de spectacles de 850 places, d'un auditorium de 200 places, d'une salle de danse, d'un hall d'exposition et d'un hall d'accueil. Pose de la première pierre, avant mars 1989.

Le chef-lieu du département de l'Eure manquera cruellement d'une telle structure et ne disposait d'aucune salle de spectacle digne de ce nom, hormis un châteauneuf mais trop petit théâtre à l'italienne.

L'opposition de droite et des conseillers socialistes se sont cependant opposés au projet.

ILE-DE-FRANCE

La CGT contre un « Grand Paris »

Les projets de création d'un « Grand Paris » par l'aménagement de la banlieue parisienne (le Monde des 29 mars, 26 avril, 10 mai, 14 juin) « sont extrêmement dangereux », proteste l'Union régionale CGT de l'Ile-de-France, en dénonçant le risque encouru par les élus locaux « d'être dessaisis des prérogatives qui sont les leurs ».

L'Union régionale CGT dénonce tout à tour, dans un communiqué, « le projet Chirac de création d'une communauté urbaine autour de Paris », celui de Roland Castro — conseiller de l'Elysée — sur « la reconstitution (...) de l'ancien département de la Seine » et la demande de Michel Giraud pour que le conseil régional de l'Ile-de-France soit « l'organisme coordinateur ».

La création de nouvelles structures administratives ou urbaines « autour de la notion du Grand Paris » remettrait en cause « le droit au logement et à l'emploi des travailleurs dans la région », souligne la CGT, en affirmant que « les affaires tendent ainsi à soumettre l'aménagement régional à leurs objectifs de construction de bureaux et de logements de grand standing ».

En novembre dernier, alors qu'il était premier ministre, Jacques Chirac avait chargé le préfet de la région Ile-de-France, Olivier Philip, d'étudier les conditions d'une éven-

tuelle collaboration entre la capitale et les communes limitrophes en matière d'urbanisme.

Achévé au début de l'année et remis à M. Chirac, ce document était en cours d'examen à Matignon lorsque le changement de gouvernement est intervenu. Il reviendra donc aux services du nouveau premier ministre de tirer des conclusions de cette étude, explique-t-on à la préfecture de l'Ile-de-France où, compte tenu du calendrier, on ne s'attend pas « à du nouveau » avant septembre.

Le prix de l'entretien

Selon une étude que vient d'effectuer la Fédération parisienne du bâtiment, à partir d'une enquête dans cent vingt-trois villes des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, les communes de cette proche banlieue de Paris sont propriétaires d'un patrimoine de sept millions de mètres carrés de locaux, dont 47 % sont affectés aux enseignements au primaire et au secondaire.

De nouveaux genres de locaux apparaissent depuis quelques années : sportifs, culturels, parkings. Sur l'ensemble de ce parc, 13 % datent d'avant 1914, et 27 % d'avant 1948. Depuis 1962, le rythme de construction s'est considérablement ralenti.

En conclusion, la Fédération du bâtiment évalue à 180 millions de francs les travaux d'entretien qui ont été réalisés en 1987, et à 550 millions les travaux de grosses réparations effectués par des entreprises, ce qui ne représente que 20 à 30 % des travaux qu'il serait souhaitable d'engager.

INDO-PYRÉNÉES

Les progrès de Toulouse

Dominique Baudis, le maire UDF de Toulouse, qui vient d'abandonner la présidence de la région Midi-Pyrénées, pourra se consacrer davantage à sa ville. Il a, au cours d'un déjeuner de presse, rappelé quelques-unes de ses réalisations et de ses intentions.

Trois chiffres, selon lui, illustrent la bonne santé de Toulouse : l'augmentation, l'an dernier, de 11 % de

trafic de l'aéroport de Muret ; la multiplication par trois en trois ans du nombre des permis de construire accordés et la vente, l'an dernier, de 30 000 mètres carrés de bureaux avec, actuellement, un stock disponible à trois mois de 20 000 mètres carrés ; la création, au cours de chacune des deux dernières années, de 6 000 emplois nouveaux.

Trois projets parmi d'autres mobilisent le maire de Toulouse. Ceux, d'abord, qui sont liés à l'amélioration de la circulation et du stationnement. Dominique Baudis espère bien inaugurer, « avant les municipales », les premières galeries de la première ligne du VAL, dont la mise en service est prévue pour 1992. Deux ans plus tard, la construction sera terminée ; à terme, ce seront 3 000 places nouvelles qui viendront s'ajouter aux 5 000 existantes actuellement. En outre, six « parcs-voies » seront installés dans le centre. Il s'agit de parcs automatiques inventés par une société de Decazeville. Des cylindres de béton enterrés dans le sol comportent quarante alvéoles dans lesquelles les voitures véhiculées sur un plateau sont placées ou sorties de façon entièrement automatique.

Enfin, le « syndicat mixte technopole », créé pour harmoniser la politique des parcs scientifiques de l'agglomération, se met en place. Son bras séculier sera une société d'économie mixte animée par Jean Barroillet, ancien président pour l'Europe de Motorola.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Marseille gère son argent

La ville de Marseille vient de conclure avec un pool bancaire réuni sous l'égide du Crédit local de France (CLF) un accord financier pour « gérer au mieux ses emprunts nécessaires à la poursuite de ses projets et utiliser les nouvelles possibilités offertes aux collectivités locales par la modernisation des marchés financiers », selon Pierre Rastoul, adjoint délégué aux finances.

Marseille cherche de la sorte à optimiser la gestion de sa trésorerie en empruntant qu'au moment

précis où les besoins d'argent l'imposent et à profiter à plein de la concurrence bancaire. En outre, à la place d'un système de dette jusqu'à présent figé à un taux d'intérêt fixé pour une période en général longue, la ville met en place un système souple qui ajuste l'ensemble des dettes en cours au meilleur taux possible du moment.

La ville de Marseille pourra, au terme de cet accord, mobiliser 750 millions de francs au moins.

Un réseau d'observation économique

Sirius, le premier service départemental d'observation économique (SOE), vient d'être mis en place sur la Côte d'Azur par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Alpes-Maritimes, qui souhaite mettre ce nouvel instrument à la disposition de tous ceux, chefs d'entreprise, universitaires ou chercheurs, qui ont besoin de statistiques et d'analyses chiffrées sur les différents secteurs d'activités économiques ou les composantes socio-démographiques. Ces informations devraient également être accessibles sur minitel.

Les membres du SOE ont défini sept thèmes d'études prioritaires à mener dans le département : technopôle de Sophia-Antipolis, investissements étrangers, adéquation entre formation et emploi, filière électronique, impact des zones industrielles, services et tourisme.

Les choix et les orientations de ce service sont déterminés par un comité de programme composé de douze personnes, dont six membres de la CCI et six personnalités extérieures responsables des collectivités territoriales, des administrations comme l'INSEE ou la direction régionale de l'emploi.

La chambre de commerce et d'industrie des Alpes-Maritimes envisage de proposer son savoir-faire à d'autres départements afin de constituer un réseau national.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Étienne BANZET, Didier CORNAILLE, Gabriel SIMON, Jean-Yves VIF.

Le gouvernement élargit le...

des médicaments pour mal...

...pour les malades atteints de...

...la loi relative à l'assurance...

11 milliards d'

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

Voir « petit

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

...la loi relative à l'assurance...

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ENCORE une assez bonne semaine, rue Vivienne. Mais cette fois, le bilan n'est pas triomphant. Il est seulement bon. Rien d'exceptionnel. Les deux premiers séances s'étaient très bien passées, surtout celle de mardi, avec une baisse des cours de 1,3 % en moyenne, pas très significative. Il est vrai, sans les cotations d'une dizaine de valeurs parmi les plus importantes de la cote.

Car cette semaine a encore été marquée sous les colonnes par les caprices d'une information en proie à des penes à répétition, qui empêchent, notamment, par manque de statistiques, le marché des options de fonctionner correctement avant le 29 juin. De son côté, le système de cotations assistées en continu (CAC) est plusieurs fois malade, n'arrivant rien. Bref, ce fut un bon festival, dont les professionnels se plaignent amèrement. Mercredi, la situation technique s'éclaircit un peu sur le coup de midi et, plus libre de son mouvement, les valeurs françaises en profitèrent pour s'élever dans un petit trot prometteur (+0,6 %).

Le mouvement de hausse s'accroît jusqu'à (+1,04 %) avant de se ralentir notablement à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, les divers indices ont monté de 0,45 %. Pourrait-on s'attendre à mieux ?

Pas vraiment. Non pas que le sentiment, jusqu'ici assez favorable à l'égard de la Bourse de Paris, ait changé. Mais tout s'est passé comme si le marché, après sa récente envolée, avait voulu se donner le temps de la réflexion en même temps qu'un peu de repos. Ces derniers jours, les nouvelles ne furent ni franchement mauvaises ni franchement bonnes non plus. A deux exceptions près, et encore. L'arrivée des premières pluies sur le Middle-West américain, après plusieurs mois de sécheresse, a provoqué une indéniable satisfaction en éloignant outre-Atlantique le spectre de l'inflation, que la hausse des prix des céréales traduit dans son sillage. La joie fut cependant de courte durée. La météorologie n'est pas encore, hélas ! une science exacte, et les quelques nuages passés, le soleil se remit à voir les cultures américaines.

La Bourse de Paris n'est toutefois pas le temps de s'en abstraire. La décision prise par la Rue de Rivoli d'abaisser la TVA (de 18,6 % à 5,5 %) sur les boissons non alcoolisées lui fit passer la déception, c'est presque coïncidence, du retour

La pédale douce

de la canicule aux Etats-Unis. Perrier et son actionnaire majoritaire EXOR pétillèrent, BSN frétilla d'aise et Pernod-Ricard s'envola. Malheureusement, le phénomène fut de courte durée. Pour tout dire, les nouvelles venues du front de l'économie et de l'environnement monétaire incitèrent plutôt à la prudence. Les résultats du commerce extérieur pour mai ont été rendus publics. Ils sont moins mauvais avec un déficit réduit à 1,4 milliard de francs (2,1 milliards en avril et 5,6 milliards en 1987 à parité de pouvoir).

Mais la persistance d'un solde industriel très négatif (- 2,5 milliards) est préoccupante. D'autre part, bien qu'attendue, la hausse presque généralisée des taux d'escompte en Europe centrale, au pays de Goethe pour commencer, a ralenti l'atmosphère. Personne ne met en doute la parole de M. Pierre Bérégovoy, qui a promis d'abaisser encore le taux de l'argent en France. Mais force est de constater que la marge de manœuvre du ministre des finances se rétrécit après la décision prise par la Bundesbank. L'espérance d'une détente reste quand même assez ténue. M. Remy Sponkel, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, n'a-t-il pas en quelque sorte prédisé main-forte à M. Bérégovoy en estimant qu'il existait au Nouveau Monde une possibilité de baisse des taux ?

Mais, bref, tout cela demande des éclaircissements, tout comme les prévisions de l'INSEE, à la fois rassurantes et troublantes avec une croissance de 2,8 % pour 1988, supérieure à celle de l'an passé (2,3 %), mais ralentie pour le second semestre, une inflation modérée (3,2 %) mais plus forte qu'en 1987 (3,1 %), une amélioration de l'emploi avec, en même temps, une aggravation du chômage.

Tout ces auspices qui reviennent légèrement assombrir l'horizon déclenchent nécessairement des interrogations. Difficile de se faire une opinion en l'absence de projections plus lointaines. Que la Bourse ait dans ces conditions jugé préférable de mettre la pédale douce n'a rien pour

Semaine du 27 juin au 1^{er} juillet

surprendre. D'autant moins que, si le premier ministre bénéficie d'un préjugé plutôt favorable, et dont la seule évocation fait toujours vibrer les milieux financiers, il doit malheureusement faire ses preuves sur le terrain. Beaucoup l'attendent au tournant.

L'absence de réaction sous les lambris à la formation du nouveau gouvernement témoigne, sinon d'une certaine méfiance, du moins d'un désintérêt manifeste pour la politique.

En résumé, ces derniers jours, le cours de la Bourse de Paris a surtout battu un rythme un peu désordonné de Wall Street, en meilleure forme à l'approche du week-end, surtout du dollar, dont la fibre fait miroiter des bénéfices accrus pour les entreprises travaillant dans la zone américaine. Ajoutons que les premiers grands départs en vacances n'ont pas contribué à favoriser les initiatives d'achats que freine d'autre part l'approche des niveaux de l'avant-krach. Comme le fait remarquer avec justesse la société de Bourse Didier Philippe dans son « flash hebdomadaire » : « Il suffirait que les marchés poursuivaient encore un peu sur leur lancée pour dépasser les craintes encore vivaces d'un second krach et assurer de nombreux gains à leurs investisseurs. Mais, à leur cruauté, les marchés ont été encore fortement « liquides » alors que les meilleures valeurs sont en train de monter à leur tour. »

Ce sera peut-être l'affaire de quelques jours ou de quelques semaines, sans imprévoir.

Des événements de cette semaine, l'on retiendra essentiellement : 1) l'OPA amicale lancée par Arjomani sur Guérinard-Voiron (les termes n'en sont pas encore connus) en vue de contraindre une éventuelle offensive l'ennemi ; 2) l'augmentation de capital annoncée par Matra. L'opération sera étalée sur trois ans avec, pour commencer, l'émission d'une action nouvelle pour six à un prix non révisé, mais à laquelle sera attaché un bon pour souscrire à une autre émission. Quand les appels aux actionnaires auront été lancés, c'est généralement bon signe. L'été sera-t-il chaud sous les verrières ?

Ce ne sera en tout cas pas la « fraîche » qui fera défaut.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Irégulier

La tendance a été très irrégulière cette semaine à New-York. Mais, de l'ensemble, le Dow Jones s'est finalement établi non loin de son niveau du 24 juin : 2 131,38 (contre 2 142,96). Le chaud et le froid ont tour à tour soulevé sur le marché. Très sensible à la hausse du dollar, à l'arrivée des premières pluies, même timides, sur le Midwest, également à la baisse des prix du pétrole, Wall Street n'a guère apprécié, en revanche, la remontée des taux en Europe, qui traîne l'ombre du krach.

A la veille d'un week-end de trois jours - la Bourse américaine sera fermée le lundi 4 juillet pour la fête de l'Indépendance - les investisseurs ont pris leurs bénéfices par précaution.

	Cours 24 juin	Cours 1 ^{er} juil.
Alcoa	52 3/4	52 5/8
AT&T	26 3/4	26 5/8
Boring	57 7/8	59
Chase Man. Bank	29 7/8	29 3/4
De Post de Nations	91 3/8	92
Eastman Kodak	45 5/8	45 1/2
Exxon	46 3/8	44 5/8
Ford	52 1/8	52 3/4
General Electric	43 3/4	43 7/8
General Motors	79 1/4	79 3/4
Goodyear	65 5/8	64 1/4
IBM	125 1/4	126 5/8
ITT	52 1/4	51 7/8
ITT	44 3/4	43 3/8
Mobil Oil	51 3/8	51 5/8
Pfizer	34 1/2	33 3/4
Schlumberger	48 1/2	46 5/8
Texaco	48 1/4	47 1/4
Union Carbide	23 3/4	23 5/8
USX	32 5/8	31 5/8
Westinghouse	55 3/4	56 1/2
Xerox Corp.	55 1/4	54 7/8

LONDRES

Tassement

Affecté par l'annonce du déficit historique de la balance des paiements pour mai et de la détérioration de la balance commerciale le même mois, le marché s'est alourdi, reprenant presque tout le terrain gagné la semaine précédente. L'activité n'a cependant pas été très importante, les investisseurs restant l'arme au pied dans l'attente d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt.

Indices « FT » du 1^{er} juillet : industriel, 1 858,2 (contre 1 871,3) ; mines d'or, 208,4 (contre 213,3) ; Fonds d'Etat, 87,82 (contre 88,45).

	Cours 24 juin	Cours 1 ^{er} juil.
Bentham	465	466
Bovair	405	406
BP	257	257
Charter	363	372
Comstock	335	335
De Beers (*)	11 1/2	11 1/4
Free Gold (*)	8 5/8	8 5/8
Gold	973	990
IOI	16 7/16	16 7/16
IOI	10 13/16	10 13/16
Reuter	525	525
Shell	10 5/8	10 5/16
Unilever	478	469
Vickers	170 1/2	170 1/2
Warren	38 5/16	37 15/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Plus 2 %

Attendu, le relèvement du taux d'escompte par la Bundesbank n'a produit aucun effet négatif sur le marché. Au contraire, les investisseurs ont jugé la mesure fondée, amorcée à la fin de la semaine passée, la reprise s'est donc poursuivie en s'accroissant. Pour la semaine, les valeurs allemandes ont monté de 2 % environ. Dans le premier indicateur instantané, est entré en fonction le 1^{er} juillet. Il s'est établi à 1 163,52 (base 100 : 31 déc. 1987).

Indice de la Commerzbank le 1^{er} juillet : 1 459,6 (contre 1 430,8).

	Cours 24 juin	Cours 1 ^{er} juil.
AEG	282,20	280,40
BASF	263,80	263,80
Bayer	284,50	283,70
Commerzbank	224,60	227
Deutschebank	439,50	439,50
Hoechst	267,70	265,50
Karstadt	436	423
Mannesmann	158	159,30
Siemens	412,50	426,90
Volkswagen	264,70	260,90

TOKYO

Lourd

Encore une mauvaise semaine à Tokyo, où la nouvelle hausse du dollar a encore accru la crainte d'une reprise de l'inflation et, partant, d'une hausse des taux d'intérêt. Pour l'instant, la Banque du Japon s'est bornée à relever très légèrement (+ 0,0625 %) le taux de pénalité des effets à deux et trois mois.

Le marché des actions s'est pratiquement alourdi tous les jours.

Indices du 2 juillet : Nikkei, 27 362,52 (contre 27 556,21) ; général, 2 148,97 (contre 2 162,67).

	Cours 24 juin	Cours 1 ^{er} juil.
Akai	699	691
Bridgeport	1 446	1 330
Casat	1 190	1 220
Fuji Bank	3 190	3 250
Honda Motor	1 690	1 680
Matsushita Electric	2 480	2 450
Mitsubishi Heavy	816	800
Sony Corp.	5 100	5 120
Toyota Motors	2 270	2 320

Matériel électrique

services publics

	1-7-88	Diff.
Alcatel (2)	2 460	+ 15
Alsthom (3)	316,50	- 5
CGE (1)	298	+ 14,50
Croizat	314,20	- 5,80
Général Electric	1 285	- 18
Intersect	1 125	+ 65
Legrand (4)	2 870	+ 69
Leroy-Somer (5)	1 364	+ 9
Mats	1 840	+ 8,80
Martin-Gérin	2 585	+ 21
Moulinex	93,10	+ 4,70
PM Labinal	705	- 23
Radiotechnique	800	+ 9
SEB	896	- 14
TELECOM	4 150	- 1
Thomson-CSF	211	- 2
IBM	780	-
ITT (6)	210	-
Schneider	210	-
Siemens	1 436	-

(1) Coupon de 7,50 F.
(2) Coupon de 7,50 F.
(3) Coupon de 16,50 F.
(4) Coupon de 11,50 F.
(5) Coupon de 1,60 F.
(6) Coupon de 1,60 F.

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	1-7-88	Diff.
10,30 % 1975	102,37	+ 0,87
10,30 % 1976	103,28	- 0,30
8,80 % 1977	128	- 0,30
10 % 1978	103,63	+ 0,22
9,80 % 1978	103,25	+ 0,22
9 % 1979	101,50	- 0,10
10,80 % 1979	106,55	+ 0,10
16,20 % 1982	111,86	+ 0,91
16 % 1982	114,55	- 0,83
15,75 % 1982	109,18	+ 0,83
CNR 3 %	3 805	- 0,04
CNR 5 %	102,96	+ 0,02
CNR 5 000 F.	102,95	+ 0,02
CNR 5 000 F.	103,01	+ 0,05

Mines d'or, diamants

	1-7-88	Diff.
Anglo-American	98,50	-
Amplid	457	-
Bul. Gold M.	99,50	-
Cons. Gold Field	111,10	-
De Beers	69 50	-
Drief. Cons.	93	-
Gecor	93	-
Harmony	41,85	-
Randfontein	464	-
West-Hebron	54	-
Western Deep	185,40	-

(1) Coupon de 16 F.

Filatures, textiles, magasins

	1-7-88	Diff.
André Rouiller	184	-
Agache (Fin.)	2 950	+ 160
BHV	414,10	- 5,90
CFRA (1)	184	-
Danant-Servipont	2 340	- 60
Dary	392	- 9
DWC	487,90	+ 19,50
Galeries Lafayette	878	- 23
La Redoute	2 368	- 125
Nouvelle Galerie	428	- 13
Prinsepont	525	- 13
SCOA	56,90	+ 1,90

(1) Coupon de 42 F.

Alimentation

	1-7-88	Diff.
Bégain-Say	485	+ 5,90
Boulangin (1)	2 395	+ 25,50
BSN	2 847	- 8
Carrefour	2 585	+ 35
Casino	155	- 3
Eurosuper	2 570	- 70
Guyon et Gou	1 940	+ 40
Leclerc	1 940	+ 40
Molt-Hennessy	2 590	+ 102
Nestlé	34 980	- 3
Orléans (Gie)	785	- 15
Office-City	330	- 13
Pernod-Ricard	991	+ 25
Promodis	1 660	- 100
Soc. Louis-Bouillon	1 061	+ 33
Sources Perrier	911	+ 3

(1) Coupon de 45,50 F.

Produits chimiques

	1-7-88	Diff.
Ind. Minérale	3 425	+ 15
Lab. Bull.	1 470	- 30
Romell UC (1)	1 217	+ 23
BASF	855	-
Bayer	956	-
Hoechst	899	-
Imp. Chemie	113	-
Norsk Hydro	199	-

(1) Coupon de 16 F.

Bâtiment, travaux publics

	1-7-88	Diff.
Auxil. d'entr. (2)	930	- 10
Bouygues	930	- 10
Cheminier	1 622	+ 13
Cheminier SA (1)	1 128	- 64
GTM	596	+ 51
J. Lafarge	954	+ 34
Lafarge (3)	1 355	+ 18
Maison Frédel	70	+ 0,80
Poliet et Chausson	521	- 9
SCREB	585	+ 1
SGE-SB	39,80	+ 1,30

(1) Coupon de 21 F.

(2) Coupon de 30 F.

(3) Coupon de 23 F.

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	1-7-88	Diff.
Bell Equipement	300	- 7
Bancière (Cie)	455	- 10
Cheminier	743	- 18
Cheminier SA (1)	1 128	- 64
CFE	508	- 12
CFI (4)	427	+ 2
Eurofinance	1 676	- 10
Héris (La)	525	- 10
Im. R. Merson	325	+ 14,40
Locandis (3)	350	- 3
Midi	1 415	+ 26
Midi-Bank (5)	1 200	- 20
Paris de réson	480	- 4
Prétabili	1 140	- 5
Schneider	393,10	- 5,20
Soc. gén. d'inv.	358	+ 21
Suez (Cie Fin.)	261	- 12
UCB	183,50	+ 2,40

(1) Coupon de 12 F.

(2) Coupon de 5,60 F.

(3) Coupon de 62 F.

(4) Coupon de 11 F.

(5) Coupon de 10 F.

Pétroles

	1-7-88	Diff.
Elf-Aquitaine	332	- 3
Eso (1)	-	-
Exxon	278,50	-
Petrolina	2 988	-
B.P. France	650	-
Primagor	75,50	+ 5,50
Raffinage	676	-
Royal Dutch	281	+ 6
Sogehap	340	- 5

(1) Coupon de 10 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

	1-7-88	Diff.
Géophysique	522	- 3
Indal	226	- 2,60
Michelin	226	- 2
Min. Proust	69	-
RTZ (1)	44	-
ZCI	2	-

(1) Coupon de 0,085 F.

MÉTALLURGIE

construction mécanique

	1-7-88	Diff.
Alpi (5)	331,10	+ 27,50
Alpi (6)	1 653	+ 27
De Dietrich (1)	842	- 17
FACOM (3)	128	-
Fives LI	487	- 11,50
Marine Waudet	335	- 9
Penhoët (2)	1 291	- 91
Pouget SA	1 530	+ 20
Sagem	217,90	+ 7,90
Saules-Châtillon	596	- 13
Suez	133	+ 5,50

(1) Coupon de 36 F.

(2) Coupon de 9 F.

(3) Coupon de 18 F.

(4) Coupon de 4 F.

(5) Coupon de 6,50 F.

(6) Coupon de 9,50 F.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

Crédits, changes, grands marchés

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Bruissements fiscaux

Les coulisses du marché international des capitaux bruissent de rumeurs fiscales. Celles d'une éventuelle introduction d'une retenue à la source de 5 % sur les revenus des obligations américaines se sont à peine tues que l'attention a été captée par la remise en question de la convention de double imposition passée entre le Royaume-Uni et les Antilles néerlandaises.

Ce qui importe dans cette dernière évolution, ce n'est pas le nombre de transactions concernées (il est faible). L'impact va en fait bien au-delà des considérations immédiates sur le sort de telle ou telle obligation. Lorsque plane la menace d'une renégociation de contrats qui impliqueraient certains débiteurs de décaisser leurs emprunts au remboursement anticipé sous peine d'être frappés d'une forte taxe sur les versements d'intérêt (25 % en l'occurrence), c'est toute la confiance des investisseurs dans le système qui est ébranlée. L'évocation de semblables considérations impliquant les Etats-Unis et les Antilles néerlandaises, l'an passé à pareille époque, avait paralysé l'euro-marché tout entier. Les choses

avaient fini par rester en l'état devant le tollé général déclenché par les intentions américaines, mais le mal était fait car la suspicion était jetée. Cela avait conduit à réévaluer les grands marchés nationaux des capitaux dans l'esprit de nombreux investisseurs au détriment de l'euro-marché.

Présentement, la situation est plus compliquée, du moins en Europe où les efforts d'harmonisation fiscale en cours pourraient mener à instaurer dans presque tous les pays de la Communauté un système uniforme de retenue à la source. L'unanimité est loin d'être atteinte à ce sujet. Les taux varient sensiblement dans les différents pays qui connaissent déjà un tel système, et parmi les autres, certains, comme le Luxembourg, n'ont, à l'évidence, nullement l'intention d'introduire chez eux un tel dispositif. Il reste que nombre d'investisseurs, dans l'attente de plus de précision, préfèrent laisser leurs fonds en dépôt à court terme plutôt que de les engager à longue échéance. D'où la grande réserve manifestée la semaine écoulée sur l'euro-marché.

Taxe à l'Italienne

En Italie, on craint déjà un prélèvement à la source de 12,5 % sur les coupons des emprunts d'Etat, la question prend un aspect particulier. Le Trésor italien se sert, en effet, de deux monnaies, la lire et l'ECU, pour lever des fonds sur son marché national. L'utilisation domestique de la monnaie européenne est source d'arbitrages incitatifs pour les banques internationales. Pour compenser l'effet de l'impôt anticipé, les autorités de la Péninsule sont prêtes à verser un intérêt nettement plus élevé que celui qu'elles serviraient par une opération internationale qui, par définition, ne serait assujettie à aucune taxe. Pour une durée de quatre ans, la différence est de l'ordre de 90 à 100 points de base (en gros entre 7,60 % et 8,50 % et 8,50 %).

Les souscripteurs de nombreux pays étrangers sont en mesure de récupérer l'impôt retenu à la source conformément à des accords de double imposition. Mais cela prend du temps, un peu plus d'un an, réduisant en proportion le gain théorique qu'ils peuvent réaliser sur une telle opération. La marge, qui subside finalement, est encore très large. Après refinancement sur le marché des swaps, elle est de l'ordre de 45 à 50 points de base. Ce sont, en fait, des marges de ce genre qui ont

permis à la fin de l'euro-emprunt « swap » en ECU à quatre ans de voir le jour cette année.

Sesair avec précision pourquoi le Trésor italien retient systématiquement la solution des emprunts domestiques en ECU, qui, finalement, lui est plus coûteuse que ne le serait un accès direct à l'euro-marché, est une tâche difficile. Une des raisons officiellement avancées est de nature pédagogique : il s'agirait d'éduquer la communauté des prêteurs italiens à investir dans des instruments à taux fixe en monnaies étrangères sur place plutôt que de laisser ces titres à l'étranger. Or, selon toute apparence, ce sont plutôt les intervenants étrangers qui profitent de la situation, si bien que l'objectif poursuivi risque de ne pas être atteint. Cet objectif, d'ailleurs, n'a plus la même signification qu'il y a trois ans lorsqu'il s'agit de financer la pleine période de contrôle des changes.

D'une façon plus prosaïque, la nécessité pour l'Italie de poursuivre un vaste programme d'emprunts en ECU apparaît aux yeux de tous, ne serait-ce que pour assurer le versement des intérêts sur les titres de ce genre émis ces dernières années. La cadence presque mensuelle des émissions de certificats du Trésor et leur montant, de 500 millions à 1 milliard d'ECU, ne pourraient

CHRISTOPHE VETTER.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Optimisme pour le nickel

Pendant que les prix du nickel à Londres remontaient cette semaine, sur le comptant, à plus de 14 000 dollars la tonne, soutenus par des rumeurs de grève chez le premier producteur mondial, le courtier Shearson Lehman publiait le 30 juin un rapport très optimiste sur l'avenir immédiat de ce métal. Selon les analystes britanniques, le record de consommation de 630 000 tonnes atteint en 1987 devrait cette année être battu et porté à 660 000 tonnes. Malgré une production occidentale qui devrait augmenter en 1988 de 7 %, pour s'établir à 564 000 tonnes, l'offre sera cette année encore inférieure aux besoins mondiaux. Compte tenu de l'apport de 60 000 tonnes en provenance des pays de l'Est, le marché connaîtra un nouveau déficit de l'ordre de 36 000 tonnes (contre 40 000 tonnes en 1987).

En raison de la baisse des stocks mondiaux, qui se poursuivait depuis 1983 - ils ne représentent plus que six semaines de consommation -, les utilisateurs éprouvent des difficultés à s'approvisionner en temps, quantité et qualité voulus. Dans ce contexte, Shearson Lehman estime que les prix du nickel en 1988 devraient atteindre une moyenne

annuelle de 6,15 dollars par livre, soit 12 568 dollars par tonne, contre 2,21 dollars par livre en moyenne en 1987 (soit 4 516 dollars la tonne).

Dopé par une forte demande du secteur des aciers inox, débouché majeur du nickel, mais aussi par une interruption jusqu'en mai des livraisons de la République dominicaine au producteur canadien Falconbridge, les cours du métal ont même touché, le 28 mars, leur plus haut niveau historique à 10,84 dollars la livre (22 152 dollars la tonne). De l'avis des analystes de Shearson, la « fête » va continuer au-delà du second semestre, pour s'achever au plus tôt vers la mi-1989.

La rapide expansion de la production des aciers inox en 1987 (+12 %) et 1988 (+7 %) ne pourra pas durer. Nous pensons qu'une proportion de cette réserve et qu'elle sera détournée fin 1989. La consommation de nickel se résoudra », précise cependant le rapport de Shearson Lehman, qui estime à 630 000 tonnes la demande mondiale pour 1989 (-4,5 % sur 1988). Mais en attendant, le marché reste très tendu. Outre le secteur des aciers inox, les besoins sont pressants dans l'électronique et l'électroménager. Or la production n'est pas pour l'instant en mesure de suivre la cadence, face aux besoins qui se manifestent avec acuité au Japon et aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, la société métallurgique Le Nickel SLN,

LES DEVISES ET L'OR

Un dollar recherché

De quelle ampleur pourrait être la remontée générale du dollar, dont le rythme s'est accéléré tout le long de la semaine, avant de se ralentir à l'approche du week-end ? C'est la question que se posent tous les opérateurs sur les marchés des changes, au terme d'une période hebdomadaire qui a vu les cours de la devise américaine gagner plus de 1 % par rapport au mark et, surtout, 3 % par rapport au yen. Autre question : quelle va être la tactique des banques centrales dans les prochains jours et les prochaines semaines ? On se doute que les réponses ne sont pas faciles, lesdites banques centrales n'ayant pas l'habitude d'information, par avance, les marchés de deux intentions réelles, puisque le secret constitue l'un de leurs atouts préférés.

En tout cas, la semaine a été fertile en rebondissements. Lundi, poursuivant sur sa lancée des jours précédents, le dollar s'envolait, passant de 1,8150 DM à 1,83 DM, de 130,50 yens à 131,70 yens et de 6,11 F à 6,16 F. Le lendemain, mardi, dans le courant de la matinée, les banques centrales entraient dans la danse, la Bundesbank en tête, pour essayer de casser la spirale haussière. Tout le monde s'y mit : non seulement l'Allemagne mais les Pays-Bas, l'Autriche, la Belgique, l'Italie, la France, la Suède, sept pays au total. Seule exception : la Grande-Bretagne. Du coup, les cours retombèrent à 1,7950 DM, 6,06 F et seulement 130 yens.

Mal, le jour suivant, en l'absence d'intervention des banques centrales, les cours du dollar remontaient vigoureusement, à près de 6,15 F, 1,82 DM et 131 yens. Verdict des opérateurs : debout aux banques centrales, la force des marchés l'emportant irrésistiblement.

Jeu, l'annonce d'un relèvement général des taux d'intérêt en Europe (la France exceptée), s'a à son tour en effet sur les cours, car une telle mesure était largement anticipée. En outre, lorsqu'un marché est à la hausse, sur une devise, qu'est-ce que peut bien faire un quart de point en plus sur des taux d'intérêt ?

Jeu, un peu de répit était observé sur le front des monnaies, mais vendredi matin c'est le yen qui se mettait à faiblir à Tokyo, le dollar bondissant à 134,50 yens. Fait remarquable, cette semaine, jusqu'à aucun moment la Banque du Japon n'est intervenue, laissant les opérateurs s'engager tout seuls, dans l'espoir que le mouvement se calmerait de lui-même.

En fait, c'est au Japon que l'édit mouvement s'est déclenché, dès la semaine dernière. Les sociétés exportatrices nipponnes, qui s'étaient habituées à vendre à terme et par anticipation les dollars qu'elles allaient recevoir, par crainte d'une baisse ultérieure ont commencé par stopper leurs ventes, puis se sont mises à acheter le dollar massivement.

A Tokyo, on assurait que beaucoup de sociétés spéculaient sur un nouveau repli du « billet vert », prévoyant un cours de 120 à 115 yens et vendant des options pour une quantité bien supérieure à leurs besoins normaux. La remontée du dollar les a contraints à se « couvrir » en catastrophe. Par ailleurs, les investisseurs institutionnels japonais, les compagnies d'assurance sur la vie notamment, qui n'achetaient plus guère de bons du Trésor américain depuis quelques mois, craignant d'assumer des pertes de change supplémentaires (10 milliards de dollars déjà, en un an), reprirent vigoureusement leurs acquisitions.

La Banque du Japon attend, pour intervenir, que le dollar atteigne 135 yens, à moins que ce ne soit 140 yens, mais pas plus haut, dit-on, car la baisse de la devise nipponne serait de nature à relancer l'inflation en renchérissant le coût des importations.

A la veille du week-end, toutefois, bien des opérateurs estimaient qu'après sa bouffée de hausse, le dollar pourrait se calmer, les anticipations sur la contraction du déficit commercial américain apparaissant un peu « rapide ». La livre sterling a été quelque peu secouée par

l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements britannique en mai (1,21 milliard de livres, soit près de 12 milliards de francs), avec une augmentation de 2 % pour les importations et une diminution de 4,5 % des exportations. Résultat : un déficit cumulé de la balance des paiements de 4,7 milliards de livres pour les cinq premiers mois de l'année, deux fois plus que prévu (4 milliards pour l'année entière, selon le gouvernement).

Rendus publics lundi après-midi, ces chiffres ont immédiatement fait chuter la livre, qui ne s'est nullement redressée malgré un nouveau relèvement du taux directeur de la Banque d'Angleterre d'un demi-point. En fait, les opérateurs attendaient un point complet, et ils ne désespèrent pas de l'obtenir. En tout cas, la devise britannique restait faible en fin de semaine, à moins de 3,10 DM et à 10,45 francs (contre 10,70 francs début juin).

Ce n'est certes pas le cas du franc français, qui traverse fort bien cette phase mouvementée. Il est vrai qu'il profite de la faiblesse relative du mark, dont le cours, à Paris, oscille autour de 3,37 francs et ceci en dépit de deux relèvements successifs des taux d'intervention de la Bundesbank.

Pour l'instant, le franc apparaît tout à fait « déconnecté » du mark. Sur le marché de l'or, les cours de l'once ont accentué leur repli, en raison inverse de la fermeté du dollar, ce qui est bien compréhensible. Au plus haut de l'année, le 3 juin des Londres, ils se sont retombés aux environs de 435 dollars. A Paris, en revanche, grâce à la montée du dollar, le cours du lingot de 1 kilo, qui avait chuté à 78 300 francs au premier trimestre, s'est affermi à 86 450 francs. De toute façon, l'or n'est pas recherché actuellement.

FRANÇOIS REMARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 JUIN AU 1^{er} JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	BEK	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Porte	Lire italienne
New-York	1,7920	—	16,2946	66,8282	54,9149	2,6232	46,6973	0,8759
Paris	1,7980	—	16,4826	66,9129	55,4631	2,6284	46,7247	0,8768
Bruxelles	16,4823	6,5170	—	88,35	307,81	16,8465	296,36	4,5393
Zurich	2,5762	1,5170	24,6786	—	81,1611	1,5618	1,7278	1,1186
Frankfurt	2,6894	1,4945	24,6335	—	82,2826	1,5618	1,7278	1,1186
Bonn	3,8993	1,8218	25,8725	128,26	—	4,7733	88,2779	1,3495
Bratislava	1,5172	1,8839	29,7186	128,64	—	4,7786	88,2521	1,3495
Budapest	64,9313	36,35	6,2161	25,1827	205,50	—	18,5786	2,8217
Amsterdam	65,6902	37,73	6,2189	25,3459	206,26	—	18,5725	2,8241
Stockholm	1,6521	1,4635	24,6216	135,93	117,07	2,6237	—	1,5189
Oslo	3,3481	2,8355	23,6400	135,93	117,07	2,6237	—	1,5189
Copenhague	226,19	115,25	228,39	892,59	142,25	35,4391	658,39	—
Milan	224,64	113,36	228,39	893,94	140,96	35,4975	657,64	—
Tokyo	228,87	134	21,8348	88,2073	73,3859	3,5125	65,3444	0,8991
	228,39	130	21,8275	88,2056	72,9829	3,4455	63,9921	0,8973

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1^{er} juillet, 4,5799 F contre 4,6669 F le vendredi 24 juin.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le grand rééquilibrage

C'est fait ! En moins de deux semaines, la Banque fédérale d'Allemagne, sans trop se soucier de son gouvernement, a repris ce qu'elle avait dit confier en novembre dernier, c'est-à-dire une baisse d'un demi-point de son taux d'intervention à court terme, ramené à 3,25 % et qui vient de retrouver son niveau initial de 3,75 %. Elle y a ajouté, en prime, un relèvement d'un demi-point de son taux d'escompte qui, à 3 %, retrouve également son taux du 3 décembre 1987, date à laquelle la Bundesbank l'avait symboliquement réduit.

La décision allemande a été suivie, immédiatement, par les banques centrales de la « zone mark ». Pays-Bas et Autriche, auxquelles se sont ajoutées la Suisse et la Belgique. Seule la France s'est abstenue, pour des raisons faciles à comprendre.

Les motifs de la décision allemande ont déjà été exposés lors du premier relèvement des taux directeurs de la Bundesbank, intervenu le mardi 21 juin : la baisse du mark est jugée dangereuse outre-Rhin, car elle est susceptible de relancer l'inflation en renchérissant le coût des produits importés. En outre, la masse monétaire augmente trop vite en RFA, et il est urgent de la faire rentrer dans son lit. On pense, toutefois, qu'un demi-point de hausse du taux à court terme en Allemagne est tout à fait insuffisant si un tel effet est recherché.

En tout cas, le dernier relèvement du taux allemand n'a eu aucun effet sur les marchés outre-Rhin : la

hausse avait été anticipée, et les rendements s'étaient déjà alignés. En Grande-Bretagne, le souci de freiner la chute de la livre, les anticipations sur la contraction du déficit commercial américain apparaissant un peu « rapide ». La livre sterling a été quelque peu secouée par

la hausse du dollar et la chute du prix du pétrole, qui poussent à la désinflation, ont favorisé la baisse des taux d'intérêt à long terme. A la veille du week-end, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain était revenu à 8,82 % environ, dans l'optimisme général.

Dans ces conditions, les cours sur le MATIF ne pouvaient que monter, prudemment mais solidement, celui de l'échéance septembre s'inscrivant à 104,40 en fin de semaine, ce qui correspond à un rendement de 9,10 % environ sur l'emprunt « notional » à dix ans.

La déclaration de M. Pierre Bérégovoy, qui, malgré la hausse inopportune des taux allemands, voit toujours une marge de baisse pour les taux français, continue à dopper un peu le marché. Néanmoins, les prévisions de l'INSEE, qui estiment à 3,2 % le rythme de l'inflation en France pour 1988, au lieu des 2,5 % officiels, tempèrent un peu l'optimisme. A 3,2 %, l'écart d'inflation avec l'Allemagne est de deux points, ce qui ramène l'écart de taux entre

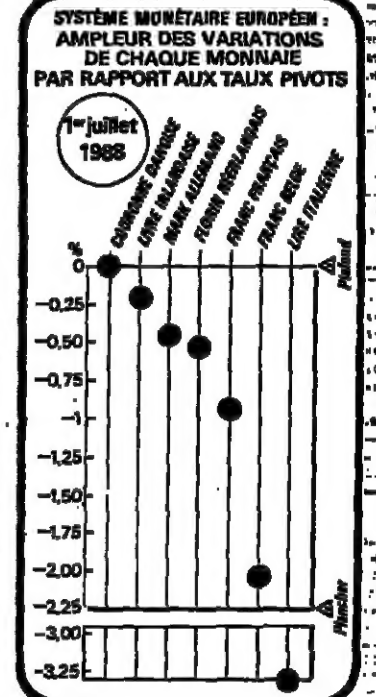
les deux pays à un point et demi environ. Si on compte un point d'écart pour la prime de risque, reste une marge de baisse d'un demi-point sur le court terme à Paris.

C'est jouable en raison de la bonne tenue du franc, qui se comporte, comme d'habitude, de la Banque de France, on reste prudent : c'est déjà bien beau de n'avoir pas eu à relever ses taux jeudi dernier, comme les voisins.

Sur le front des émissions, un « optimisme prudent » règne sur le marché. L'emprunt EDF de 3 milliards de francs lancé la semaine dernière a été vite « consommé » : on n'en trouvait plus à la veille du week-end. Le Crédit agricole a levé 2 milliards de francs dans son réseau, ce qui n'a rien laissé pour les intervenants extérieurs. Le Crédit lyonnais a émis, à son tour, 1,25 milliard de francs de titres subordonnés remboursables (TSR) à 9,20 % nominal et 9,25 % en rendement réel, mais le placement, hors du réseau, est moyen, car plusieurs établissements ont déjà émis de TSR et le Crédit lyonnais vient en dernier.

Pour le reste, la Banque de gestion privée SIB a aisément placé quatre tranches TIOP à trois mois pour 400 millions de francs, de même que EUROFID (TIOP à un mois) pour 800 millions de francs et FRANCETEL (idem) pour 600 millions de francs.

F.R.



BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La tendance a été très irrégulière cette semaine à New-York. Mais, de l'ensemble des échanges, le Dow Jones s'est établi non loin de son niveau du 24 juin - 2 131,36 (contre 2 122,86) - souligné par le froid tout au long de la semaine. Très sensible à la baisse du dollar, à l'arrivée des prix du pétrole, même tendus, sur le Midcontinent, également à la baisse des prix du pétrole, Wall Street n'a guère apprécié, en revanche, la renouveau des marchés en Europe, qui traite l'ombre du krach.

A la veille d'un week-end de trois jours - la Bourse américaine sera fermée le lundi 4 juillet pour la fête de l'Indépendance - les opérateurs ont pris leurs bénéfices par précaution.

	Cours	Diff.
Alcoa	52,4	+0,8
AT&T	26,4	+0,2
Boeing	20,4	+0,2
Chrysler	20,4	+0,2
Du Pont de Nemours	91,8	+0,2
General Motors	45,8	+0,2
IBM	125,4	+0,2
ITT	44,4	+0,2
Johnson & Johnson	51,8	+0,2
McDonald	34,4	+0,2
Merck	48,4	+0,2
Rockwell	48,4	+0,2
Union Carbide	23,4	+0,2
Westinghouse	32,4	+0,2
Xerox Corp	55,4	+0,2

LONDRES

Affecté par l'annonce du relèvement des taux de la Banque d'Angleterre, le marché britannique a été très volatil. Le FTSE 100 a terminé à 2 131,36 (contre 2 122,86) - souligné par le froid tout au long de la semaine. Très sensible à la baisse du dollar, à l'arrivée des prix du pétrole, même tendus, sur le Midcontinent, également à la baisse des prix du pétrole, Wall Street n'a guère apprécié, en revanche, la renouveau des marchés en Europe, qui traite l'ombre du krach.

	Cours	Diff.
Alcoa	52,4	+0,8
AT&T	26,4	+0,2
Boeing	20,4	+0,2
Chrysler	20,4	+0,2
Du Pont de Nemours	91,8	+0,2
General Motors	45,8	+0,2
IBM	125,4	+0,2
ITT	44,4	+0,2
Johnson & Johnson	51,8	+0,2
McDonald	34,4	+0,2
Merck	48,4	+0,2
Rockwell	48,4	+0,2
Union Carbide	23,4	+0,2
Westinghouse	32,4	+0,2
Xerox Corp	55,4	+0,2

	Cours	Diff.
Alcoa	52,4	+0,8
AT&T	26,4	+0,2
Boeing	20,4	+0,2
Chrysler	20,4	+0,2
Du Pont de Nemours	91,8	+0,2
General Motors	45,8	+0,2
IBM	125,4	+0,2
ITT	44,4	+0,2
Johnson & Johnson	51,8	+0,2
McDonald	34,4	+0,2
Merck	48,4	+0,2
Rockwell	48,4	+0,2
Union Carbide	23,4	+0,2
Westinghouse	32,4	+0,2
Xerox Corp	55,4	+0,2

	Cours	Diff.
Alcoa	52,4	+0,8
AT&T	26,4	+0,2
Boeing	20,4	+0,2
Chrysler	20,4	+0,2
Du Pont de Nemours	91,8	+0,2
General Motors	45,8	+0,2
IBM	125,4	+0,2
ITT	44,4	+0,2
Johnson & Johnson	51,8	+0,2
McDonald	34,4	+0,2
Merck	48,4	+0,2
Rockwell	48,4	+0,2
Union Carbide	23,4	+0,2
Westinghouse	32,4	+0,2
Xerox Corp	55,4	+0,2

	Cours	Diff.
Alcoa	52,4	+0,8
AT&T	26,4	+0,2
Boeing	20,4	+0,2
Chrysler	20,4	+0,2
Du Pont de Nemours	91,8	+0,2
General Motors	45,8	+0,2
IBM	125,4	+0,2
ITT	44,4	+0,2
Johnson & Johnson	51,8	+0,2
McDonald	34,4	+0,2
Merck	48,4	+0,2
Rockwell	48,4	+0,2
Union Carbide	23,4	+0,2
Westinghouse	32,4	+0,2
Xerox Corp	55,4	+0,2

PRODUITS	COURS DU 1-7
Café (Arabica) (livres) Trois mois	1 260 (-15) Livres/tonne
Aluminium (livres) Trois mois	1 420 (-215) Livres/tonne
Nickel (livres) Trois mois	14 130 (-978) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	1 915 (+265) Francs/tonne
Café (Jullien) Juillet	1 060 (-45) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	1 570 (+43) Dollars/tonne
RM (Chicago) Juillet	406,50 (+20) Cents/boissem
Malt (Chicago) Juillet	342 (-0,55) Cents/boissem
Soja (Chicago) Juillet	293,50 (-17,28) Dollars/lb. courtois

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La fin de la conférence du Parti communiste soviétique. 4 La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. 5 Le gouvernement sud-africain propose de renforcer la législation sur l'habitat séparé.	6 Le comité directeur du PS. Les « reconstruc-tionnistes » du PC préparent un document sur la crise de leur parti. 7 Les députés des parlements nommés au gouvernement.	8 Secret médical et SIDA aux États-Unis. 9 La catastrophe de Flajauc. — SPORTS : les Internationaux de tennis de Grande-Bretagne. 10 Les nouveaux maires.	9 Jean-Luc Godard et la coupe publicitaire des films à la télévision. 10 Un festival de musiques noires à Marseille. 11 COMMUNICATION	13 Le gouvernement élargit le remboursement de médicaments pour malades graves. 14 Le groupe Cassade va se retirer de la Chapelle-Darblay. 15 Revue des valeurs. 16 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10	• Adressé aux grandes écoles, FESIC BAC, ECOLES 36-15 tapes LEMONDE • Les corrigés du bac et du brevet, BAC • Les jeux primés du Monde, JEU 36-15 tapes LM

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le premier volet de l'accord de Matignon ne rencontre aucun obstacle parlementaire

Le projet de loi visant à confier à l'État le soin d'administrer directement la Nouvelle-Calédonie, pendant un an, à partir du 14 juillet prochain, a été adopté par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le vendredi 1^{er} juillet, à l'unanimité des députés présents (PS, RPR et centristes).

L'adoption de ce texte, lundi au Palais-Bourbon, semble devoir faire l'objet d'un consensus. Selon le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS), ce débat sera « très serein et responsable ». C'est M. Rocard qui présentera lui-même aux députés le projet, qui ne compte que deux articles.

L'article premier indique que « jusqu'à l'entrée en fonction des conseils élus en application de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 portant statut de la Nouvelle-Calédonie, les attributions dévolues au conseil exécutif et à son président par la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 portant statut de la Nouvelle-Calédonie sont exercées par le haut commissaire de la République ».

M. Tjibaou a du mal à convaincre son propre parti

NOUMÉA de notre correspondant

Réuni dans la tribu de la Conception, en banlieue de Nouméa, afin de se prononcer sur l'accord signé à Paris entre MM. Rocard, Tjibaou et Lafleur, le comité directeur de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du FLNKS) n'avait toujours pas conclu ses travaux samedi 2 juillet en fin d'après-midi (heure locale).

La lenteur des débats témoignait à l'évidence du trouble suscité chez les militants de l'UC par l'initiative de leur chef, M. Tjibaou. Celui-ci a d'ailleurs lui-même reconnu, au cours d'un entretien avec la presse, que les députés de l'UC ont émis de nombreuses « réserves » sur certaines dispositions du « package » mis au point à Paris, en particulier les délimitations des futures régions, la durée de dix ans du statut transitoire, ainsi que le corps électoral retenu pour le scrutin d'auto-détermination de 1998. « Ça ne correspond pas aux revendications de l'UC et du FLNKS », a admis M. Tjibaou.

Pour le chef du mouvement indépendantiste, le fait que la garantie de l'indépendance n'ait pas constitué un préalable lors des négociations à Matignon « renverse un peu le vau-lav ». « La lettre remet en cause, a-t-il poursuivi, la problématique dans laquelle on s'est toujours positionné », ce qui explique que, selon lui, « les gens ont besoin de bien réfléchir, de se concerter et de comprendre ». Un nouveau comité directeur sera donc vraisemblablement convoqué afin d'arrêter la position définitive du parti, avant la tenue de la convention du FLNKS à Thio, le 16 juillet, qui engagera alors l'ensemble du mouvement indépendantiste.

Interrogé sur les violentes critiques exprimées contre l'accord de Matignon (le Monde du 2 juillet) par M. Léopold Jorédié, secrétaire général de l'UC et numéro trois du FLNKS, M. Tjibaou a visiblement amer « est convenu que cette prise de position pose « des problèmes réels, ceux que l'on discute aujourd'hui ».

Dans l'entourage du président du FLNKS, on reconnaît, en effet, que l'argumentation développée par M. Jorédié rencontre un certain écho chez les militants, tout en trouvant fort peu élégante la méthode utilisée. « Pourquoi, interroge ainsi un proche de M. Tjibaou, n'est-il donc pas venu formuler ses griefs ici même, à ce comité directeur ? » M. Jorédié, dit-on, a pris un gros risque politique personnel, en dénonçant de la sorte la démarche de M. Tjibaou.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Le numéro du « Monde » daté 2 juillet 1988 a été tiré à 520 439 exemplaires

A B C E F G H

Douze heures de confrontations entre le commissaire et ses accusatrices

M. Jobic maintient ses dénégations et invoque ses méthodes de travail

C'est dans un climat très tendu, où selon l'un des témoins « dominait la peur », que s'est déroulée, vendredi 1^{er} juillet, tard dans la nuit, la confrontation entre le commissaire Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé et écroué à Bois-d'Arcy, et huit prostituées qui l'accusent d'extorsion de fonds. Le face-à-face a duré douze heures, arbitré par le juge Hayat, en présence d'un substitut du procureur, d'un interprète et des avocats de la défense comme de la partie civile.

Selon cette dernière, les huit femmes ont maintenu leurs accusations, y apportant même quelques précisions supplémentaires. C'est ainsi que l'une d'entre elles, absente pour cause de maladie à la confrontation organisée le 21 juin dernier, a avoué qu'elle n'était, ce jour-là, pas malade mais qu'elle avait « conseillé » d'aller à Deauville afin qu'elle ne puisse être entendue. Boumedine Ouchent, dit « Michel », indicateur du commissaire Jobic inculpé depuis de subor-nation de témoins, lui aurait donné 3 000 F pour le voyage. Une autre prostituée aurait vivement attaqué le commissaire Jobic, accusant un autre policier, pour prix de sa bienveillance, de l'avoir forcée à envoyer des mandats à un traître emprisonné. Trois talons de mandat ont été effectivement retrouvés par les enquêteurs.

En revanche, pour l'un des avocats du policier, la confrontation a mis en lumière « les contradictions et les imperfections du dossier », et le commissaire aurait « démenté les accusations portées contre lui ». « C'est l'intérêt d'yves Jobic que la défense parle », a conclu ce défenseur, sans en dire plus.

La confrontation s'est déroulée dans un climat alourdi par l'assassinat, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, d'un autre indicateur du commissaire Jobic, Mahfoud Bouchama (nos dernières éditions du 2 juillet). Ce dernier avait été entendu, le 29 juin, par

les gendarmes de Versailles. A plusieurs reprises, le commissaire avait lui-même demandé l'audition de Mahfoud Bouchama, dont le témoignage paraissait devoir lui être favorable. En fait, selon des sources proches de l'enquête, il ne semble pas que ce fut le cas.

Avant de mourir, Mahfoud Bouchama aurait indiqué aux policiers le nom de son assassin, prénommé Salim et qui aurait été reconnu par un témoin présent dans le bar où a eu lieu l'assassinat. « Salim » est actuellement recherché. Selon les enquêteurs de la police judiciaire, ce meurtre n'a rien à voir avec le dossier Jobic. Mais l'on redoute que l'assassin s'en serve pour atténuer sa responsabilité et mettre en cause d'hypothétiques commanditaires.

Quoi qu'il en soit, l'affaire Jobic apparaît de jour en jour sous un aspect plus trouble, impliquant directement ou indirectement de plus en plus de personnes.

Michel Creissac, venaient chercher leur « client » pour l'emmener dans leurs locaux. Le soir, Jean-Claude Moustapha regagnait sa cellule.

Plusieurs mois plus tard, au cours d'un interrogatoire, un témoin évoquait les « importantes protections » policières dont aurait bénéficié Jean-Claude Moustapha. Il affirmait que même écroué Moustapha avait pu sortir de sa cellule durant vingt-quatre heures pour aller voir sa mère, « service » que lui avait rendu le commissaire Jobic moyennant un pot-de-vin de 25 000 francs. L'accusation était grave. Pourtant les vérifications faites par le magistrat instructeur dans l'agenda du commissaire Jobic, à la page du 11 mai, conduisaient à la découverte d'une inscription peu sibylline : « Louise, 26, 2^e étage. Il s'agit bien du prénom de la mère de Jean-Claude Moustapha, qui habite au 26, boulevard de Rochechouart, au 2^e étage.

Le commissaire expliquera mal la raison de cette inscription dans son carnet. Il maintiendra seulement que Moustapha a bien été entendu dans les locaux de la 1^{re} DPJ, comme en témoigne le livre où sont notées entrées et sorties. Mais si interrogatoire il y a eu, où se trouve le procès-verbal qui en fait foi ? Interrogé officiellement par le juge Hayat, M. Humetz répondra qu'il

n'en a pas été dressé afin de ne pas compromettre l'informateur.

Samedi matin, le commissaire Jobic a exprimé une position exactement inverse. Selon lui, un procès-verbal a bien été établi, conservé dans un coffre du service et non placé dans le dossier, avec l'accord du juge Humetz. Ces propos, s'ils étaient avérés, constitueraient une grave mise en cause à l'égard d'un magistrat accusé de couvrir des pratiques très orthodoxes. En tout cas, dans un premier temps, on voit mal comment pourrait être évitée une confrontation de M. Humetz avec le commissaire Jobic.

Ce dernier fait maintenant face à des accusations aussi diverses que précises. On est loin des attaques portées à l'origine par les seules prostituées qui, dans la nuit de vendredi à samedi, ont maintenu, comme l'on pouvait s'y attendre, la plupart de leurs accusations. Bien plus lourdes de conséquences sont les aveux faits au début de la semaine dernière, par Bernard Lemouton, Boumedine Ouchent et Ahmed Ben Arbia, inculpés de subordination de témoins et écroués.

Tous trois sont des relations, des informateurs voire, pour Ouchent, un ami du commissaire Jobic. Le 21 juin, Lemouton a reconnu « avoir écrit une lettre pour Samira Khiri qui ne sait ni lire ni écrire le français et qui était une lettre de rétractation de son témoignage dans l'affaire Jobic ». Prostituée de la rue de Budapest, Samira Khiri — elle s'appelle en réalité Larhounia Lacen — s'est constituée partie civile contre le commissaire qu'elle accuse d'extorsion de fonds.

Boumedine Ouchent reconnaît des interventions semblables. S'il « donne » des affaires au commissaire Jobic, c'est « uniquement par sympathie et pour rendre service à la société », affirme-t-il ingénument. Après plusieurs heures d'interrogatoire, il a reconnu avoir reçu de Ahmed Ben Arbia « une lettre de rétractation à l'intention d'une prostituée ». Deux autres femmes qui devaient témoigner devant le juge Hayat ont été menacées par Ben Arbia, qui a déchiré leur convocation. Ben Arbia, affirme Ouchent, a agi ainsi « après avoir pris contact avec Jobic ».

Enigmatisque, il ajoutera encore qu'il « joue sa peau » et parlera d'un certain Salim, « individu dangereux et armé, se livrant au racket », sur lequel il a donné des éléments au commissaire Jobic. Salim : ainsi se prénomme le racketteur soupçonné d'avoir tiré sur Mahfoud Bouchama deux jours avant sa mort.

Ce n'est d'ailleurs pas la moindre des caractéristiques du dossier Jobic que ce climat de violence qu'il laisse de plus en plus paraître. Jusqu'ici, le téléphone était l'habitué véhicule des menaces anonymes, obligant le juge et l'un des témoins à être en permanence protégés par des gendarmes en civil. Samedi matin, l'une des prostituées confrontée au commissaire Jobic a annoncé au juge Hayat qu'une lettre de mise en garde parvenue en mars dernier était le fait d'une prostituée qui acceptait d'être entendue. Cette femme, a ajouté le témoin, sait qui est à l'origine des menaces anonymes contre le juge de Nanterre.

Un hypothétique procès-verbal

Or six mois plus tôt, le 6 mai 1987, le commissaire Vénère, chef de la 1^{re} DPJ, demandait par lettre au juge Hayat qu'il autorise pour vingt-quatre heures l'extraction de l'inculpé de sa cellule de Fresnes. Jean-Claude Moustapha, expliquait en substance le policier, saisi d'un coup de choses sur une affaire qui instruit le juge Humetz. Ce dernier appelait son collègue Hayat pour intervenir dans le même sens. Le 11 mai, le commissaire Jobic, assisté de l'inspecteur divisionnaire

ANNE CHEMIN.

RÉSULTATS DE LA 14^e RONDE

Karpov-Kasparov 1-0 (38) ; Sokolov-Short 0,5-0,5 (13) ; Yousoufov-Eblvest 0,5-0,5 (31) ; Noguera-Belavski 0,5-0,5 (21) ; Ribli-Andersson 0,5-0,5 (31) ; Hoesner-Ljubojevic 0-1 (37) ; Timman-Hjartarson 1-0 (52) ; Speelman-Spassky 0,5-0,5 (11).

CLASSEMENT. — 1. Kasparov, 10,5 ; 2. Karpov, 9,5 ; 3. Eblvest, 8,5 ; 4. Sokolov et Spassky, 8 ; 5. Hoesner et Ribli, 7,5 ; 6. Short et Speelman, 6,5 ; 10. Andersson, Belavski, Ljubojevic, Noguera, 6 ; 14. Yousoufov, 5,5 ; 15. Hjartarson et Timman, 5.

MINES : KARPOV

Noms : KARPOV

Tournoi de Belfort

Défense Gruenfeld

1.44 CN 20 D2 D64
2.44 CN 21 D3 D64
3.44 CN 22 D5 D64
4.44 CN 23 D6 D77
5.44 CN 24 D7 D85
6.44 CN 25 D8 D85
7.44 CN 26 D9 D85
8.44 CN 27 D10 D85
9.44 CN 28 D11 D85
10.44 CN 29 D12 D85
11.44 CN 30 D13 D85
12.44 CN 31 D14 D85
13.44 CN 32 D15 D85
14.44 CN 33 D16 D85
15.44 CN 34 D17 D85
16.44 CN 35 D18 D85
17.44 CN 36 D19 D85
18.44 CN 37 D20 D85
19.44 CN 38 D21 D85

La Coupe du monde d'échecs à Belfort

Karpov superbe vainqueur de Kasparov

Dans la quatorzième et avant-dernière ronde du Tournoi de Belfort, le vendredi 1^{er} juillet, Karpov a battu Kasparov. Cette très belle victoire ne devrait cependant pas permettre à l'ancien champion du monde de rejoindre son rival à la première place du tournoi qui se termine dimanche.

La pression pèse déjà trop lourd. Les deux champions se lèvent à tour de rôle pour faire quelques pas sur la scène. Kasparov arpente fiévreusement les marches de la tribune, le dos, le regard fixé sur le bout de ses chaussures. Une vraie sentinelle. Une dizaine de pas vers la droite, une brusque volte-face, une dizaine de pas vers la gauche.

Karpov, lui, se lève posément, jette un coup d'œil à la ronde et murmure entre les tables de jeu, avec la désinvolture d'un promeneur du dimanche. Il va et vient à pas lents, en s'arrêtant de temps à autre devant les parties de ses camarades, comme s'il souhaitait se distraire un peu de son propre échiquier.

Les sièges offerts par les organisateurs lui ont d'ailleurs convenu à merveille : de larges fauteuils à roulettes, dans un confort profond. Kasparov, lui, n'a pu les supporter : il a commencé par demander que l'on en scie les roulettes, avant d'exiger un modèle plus à son goût : un simple fauteuil rigide à accoudoirs de bois. Les sièges des salles de rédaction de la mairie de Belfort ont fait l'affaire.

La pendule tourne. A l'avantage de Karpov. Kasparov s'agite, s'ennuie et allonge encore le pas lors de ses tours de garde le long de la scène du théâtre. A peine assis, le champion du monde se morde les lèvres, se frotte les yeux, Karpov, lui, reste placide. Au sous-sol, dans la salle des commentaires, le maître international français Aldo Halk soufflé à son groupe : « Le temps travaille pour lui ».

Dans cette défense Gruenfeld qu'ils ont tant jouée à Séville lors de leur dernier championnat du monde, Karpov a placé une innovation au 17^e coup : D4. Kasparov prend trente-huit minutes pour répondre. Mal. Au trentième coup, pour essayer d'échapper à l'étranglement, Kasparov sacrifie une Tour pour un Fou. En vain. Au trente-huitième coup, un tonnerre d'applaudisse-

ment, secoue la salle, pleine à craquer. Timman, à la table voisine, se bouche les oreilles. C'est fini. Karpov a gagné. Poignée de mains. Au bord des larmes, Kasparov s'effondre. Il a perdu. Il a perdu. Kasparov, toujours aussi « expansif », déclare : « J'ai été mieux durant toute la partie. Speelman, à qui on demande ce qu'il pense de la partie, répond : « Il n'y a que deux hommes à comprendre : Karpov et Kasparov ». Vendredi soir, Kasparov n'avait pas encore compris ce qui lui était arrivé dans sa cent vingt-neuvième rencontre contre Karpov.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.

GEORGES MARION.

Services rendus

Nouvelle grève la semaine prochaine sur Air Inter

Le conflit des mineurs de potasse d'Alsace

MULHOUSE de notre correspondant

Lancé, jeudi 30 juin, par les mineurs du puits Amélie des Mines de potasse d'Alsace, un mouvement de grève, à l'appel des syndicats, s'est étendu, vendredi 1^{er} juillet, à l'ensemble des puits de l'entreprise. Au cœur des revendications, la baisse du pouvoir d'achat, qui, selon M. Jean Klapach, secrétaire de la CFTD, atteint 1 %, soit 1 200 F depuis le mois de janvier.

La direction n'ayant accepté de discuter qu'en septembre, les grévistes ont occupé le siège de la société à Mulhouse, retenant dans les locaux jusqu'au samedi 1^{er} heure du matin, notamment le secrétaire général, M. Jean-Marc Bouzat, et le directeur du personnel, M. Constantin, en l'absence du numéro 1 des MDPA, M. Paul Prévot. Selon M. Bouzat, « 0,5 % ont été accordés en mars au titre de rattrapage 1987 », et une augmentation de « 2,1 % de la masse salariale est prévue cette année ». Étaient par ailleurs en cours de négociations un contrat d'intéressement et une nouvelle grille de qualifications.

B. L.